

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 462, 150 F
JEUDI 9 JUILLET 1970



**les exploitateurs
des vacances**

Avec les caractéristiques spécifiques d'un service public, c'est dans les P.T.T. qu'ont été menés les essais de réalisation concrète du contrôle ouvrier. Les militants du groupe d'entreprise du P.S.U. de la Gare d'Austerlitz esquisseront un premier bilan des actions.

Page 6

Le Brésil, ce n'est pas seulement le Championnat du monde de football. C'est aussi une situation confuse sur le plan social et politique. Notre envoyé spécial, Rémy Grillault, a tenté de comprendre en quoi la lutte des révolutionnaires de ce pays nous concernait. Il rapporte les nombreuses conversations qu'il a eues sur place.

Page 16

André Laude invitait la semaine dernière nos lecteurs à visiter le festival d'Avignon, côté jardin. Frédéric Guillaume pense qu'il faut tout de même s'arrêter dans la cour d'honneur du Palais des Papes. Il dit pourquoi.

Page 18

Le Parti communiste, une fois de plus, caricature les positions de notre dernier Conseil national et préfère l'injure à l'explication politique. Jean-Marie Vincent remet les choses au point.

Page 4

Des licenciements dans l'enseignement technique

Albert Rousselles

Alors que l'année scolaire a déjà vu le licenciement de plusieurs maîtres auxiliaires — C.E.T. Champigny et Ecole Paul Lafargue en particulier —, les instances gouvernementales profitent des mouvements de renouvellement des délégations (et du départ en vacances des élèves !) pour licencier 49 M.A. dans la seule académie de Paris, à qui « aucun poste ne pourra être confié à la prochaine rentrée scolaire ». Il s'agit-là d'un durcissement de la répression exercée à l'encontre des éléments jugés gênants ou « dangereux » dans les C.E.T. - collègues qui assurent aux fils de la classe ouvrière la formation de leur force de travail.

Le rôle de l'auxiliarat

On peut citer le très gouvernemental « Paris Match » du 27 juin qui résume ainsi la situation des M.A. sous le titre « Un sous-prolétariat : les Maîtres auxiliaires » :

« ... Mais le prolétariat des profs a son sous-prolétariat. On ne le sait pas assez. Ce sont les M.A. (...) Ils débutent à 1.000 F par mois, plus bas que les agents de police. Et ils ne connaissent ni la garantie ni la sécurité de l'emploi. Leur emploi, ils le tiennent d'une délégation du recteur. Cette délégation leur permet d'enseigner, elle n'implique pas qu'ils seront payés (sic). Valable pour un an, elle est révocable sans préavis ni explication. Corvéables à merci, les M.A. ne reçoivent aucune formation professionnelle. Ils n'auront aucune occasion d'en acquérir une, sauf celle qu'ils se donneront sur le tas ».

Ce que Paris-Match oublie de dire, c'est que dans le cadre de la rentabilisation capitaliste de l'enseignement, l'auxiliaire offre en outre un précieux avantage financier : assurant le même travail qu'un professeur titulaire, il est beaucoup moins payé... Autant qui ne sort pas des caisses de l'Education nationale, ce qui pousse l'Administration à freiner la titularisation des auxiliaires en place.

Autre avantage : la totale dépendance du M.A. par rapport à l'Administration qui peut ainsi exercer un véritable chantage politique : « tu la fermes, ou la porte ! »

Les C.E.T. constituant un réservoir de main-d'œuvre appréciable, les patrons tiennent à y former des ouvriers dociles et à éviter que s'y installe déjà une prise de conscience politique. La discipline, un semblant de formation professionnelle — sous le contrôle direct des patrons qui participent aux con-

seils d'administration des C.E.T. et aux jurys d'examens —, des embryons d'idéologie bourgeoise inculqués par le biais de l'enseignement général (cours de morale, par exemple) offrent à l'employeur la garantie qu'il trouvera à la sortie du C.E.T. des éléments parfaitement contrôlables. Le « hic », c'est que dans de nombreux C.E.T. des élèves s'insurgent contre leurs conditions de travail et l'embrièvement moral. Alors on prend peur, surtout lorsque des profs sont solidaires des élèves ; alors on frappe : exclusions d'élèves, licenciements... Et si l'on a la chance d'avoir un C.E.T. sage, alors on se préunit contre d'éventuelles perturbations en vidant les profs qui n'acceptent pas le « système » ou qui tentent une liaison profs-élèves...

Répression et auxiliarat

Cette répression, aveugle et arbitraire, est facilitée par le fait que, n'offrant au M.A. aucune formation pédagogique — ni avant ni après son recrutement —, l'administration ne licencie jamais pour des motifs politiques, mais toujours comme par hasard sous le prétexte fallacieux d'une « incapacité pédagogique » !

Ainsi, dans un C.E.T. de la région parisienne, un M.A. ayant exercé 20 ans le métier d'électricien, engagé pour « l'enseignement pratique — personnel des ateliers » se voit attribuer six heures de cours théoriques par semaine, sans aucune formation pédagogique pour les assurer. Profitant d'une dissertation au concours pour sa titularisation, le M.A. critique le rôle des C.E.T. dans le système capitaliste, l'absence de formation pédagogique pour les nouvelles recrues, et dénonce les avantages que l'administration tire de l'auxiliarat. Le concours a lieu le 19 février, et le samedi 23 mai au matin deux inspecteurs d'académie se présentent à lui. Ils exigent un cours théorique non prévu ce jour-là, à des élèves alors normalement en classe de mathématiques. Ils le soumettent à un interrogatoire en règle, et le résultat ne s'en fit pas attendre : délégation rectorale non renouvelée. Sa critique de l'enseignement était parvenue en haut lieu. La consultation du dossier au rectorat (seul droit après un licenciement) le prouve si nécessaire. Les annotations suivantes étaient portées sur une photocopie de la dissertation critique : « Il est dangereux de renouveler la délégation de M.A., prière d'envoyer deux inspecteurs pour complément d'enquête ». On admirera donc le motif officiel

donné de vive voix par les deux inspecteurs-flics en question : « incapacité technique » !

Ce cas n'est pas isolé ; car dans le même C.E.T. un autre M.A., apprenant par son syndicat le non-renouvellement de sa délégation, a été vivement surpris en consultant son dossier d'y trouver un rapport secret envoyé par son directeur, annulant la feuille de notation favorable que l'intéressé avait signée !... Ce deuxième rapport demandait expressément que « ne soit pas renouvelée la délégation d'un professeur, dont le comportement — en dehors de sa classe — nuisait au bon fonctionnement de l'établissement ». Ces deux M.A. étaient connus dans le collège pour leur militantisme syndical... Les deux exemples traduisent bien la politique de répression qui visent à éliminer systématiquement certains « éléments ».

La C.G.T. face à la répression

Face à l'ampleur du mouvement de licenciement, la C.G.T. se contente de déclarations verbales à ses militants : dans une circulaire du 3 juin envoyée par le secrétariat régional aux secrétaires de sections, en donnant la liste des 49 M.A. licenciés, le Syndicat des Enseignements Techniques et Professionnels (C.G.T.) déclare : « Notre syndicat a toujours attaché la plus grande attention à la défense des M.A., c'est pourquoi, lors des réunions des commissions administratives paritaires académiques, les élus ont rappelé que seule l'administration portait la responsabilité du manque de formation pédagogique des M.A. et qu'en foi de quoi ils ne pouvaient en aucun cas s'associer (sic) au licenciement d'un M.A. » ! Et dans son bulletin d'information départemental, le S.N.E.T.P. - C.G.T. « regrette » que l'absence de textes ne lui permette pas d'obtenir l'annulation des décisions.

Aucune action efficace n'a donc été engagée ni même envisagée pour la rentrée afin de riposter aux mesures frappant les M.A. De même les militants du S.N.E.T.P. - C.G.T. attendent toujours la « position » de leur syndicat au sujet de l'adoption par le Conseil supérieur de la fonction publique du 13 mai du projet de modification de la loi de 1927 relative au déplacement d'office des enseignants et surveillants de l'enseignement secondaire. Cette loi qui prévoit le déplacement d'office, sans recours possible devant un organisme paritaire, était

tombée en désuétude et était en fait inappliquée depuis 1946. Venant après le vote de la loi scélérate, elle constitue une véritable mesure d'exception contre les enseignants. Le déplacement d'office pour « raisons de service » permettra à l'administration d'éliminer à volonté tous les opposants politiques. On imagine très bien l'utilisation de cette loi par les chefs d'établissement réactionnaires... La passivité des syndicats devrait donner à réfléchir aux militants, car cette loi vient renforcer fort habilement l'arsenal répressif de l'administration, en étendant son pouvoir absolu sur les M.A. jusqu'aux professeurs titulaires.

Face à cela, maîtres auxiliaires et titulaires unis, exigeons :

- la garantie de l'emploi pour les M.A.
- la résorption de l'auxiliarat
- l'abolition de la loi scélérate enseignante.

Militants révolutionnaires, élèves, professeurs, agents, organisons-nous pour la riposte, regroupons-nous dès la rentrée scolaire !

Prenez contact avec « l'Inter C.E.T. » en écrivant à « T.S. » 84, boulevard Garibaldi, Paris (15^e), qui fera suivre.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-34

Permanent de 14 h à 24 h

Courts métrages interdits aux moins de 18 ans

- Gérard PIRES : L'art de la Turlute. S.W.B. La fête des mères (d'après François Cavanna).
- Jean-Paul PHILIPPE : l'Oniromane.
- Jean-Pierre LAJOURNADE : Libre de ne pas l'être.
- François REICHENBACH et Chris MAKER : La sixième face du Pentagone.
- Lucien CLERGUE : Méditerranéenne.

Un impossible équilibre

Jacques Malterre

« Tribune socialiste » va cesser de paraître pendant quelques semaines. Les travailleurs, du moins ceux qui le peuvent, vont échapper quelque temps à l'étreinte du travail pour accéder au repos douteux des vacances. Mettons à profit cette pause — d'ailleurs incertaine — pour prendre un peu de recul et pour reprendre notre souffle ; la rentrée ne sera pas facile et nous n'avons nullement l'intention de ménager nos adversaires.

Obligés par nos engagements de nous coltiner avec les problèmes de notre pays, nous négligeons parfois ce qui se passe autour de nous ; la perspective générale de la lutte entre les forces du capital et celles du travail nous est masquée par ses aspects les plus proches, et cependant ce qui se déroule aujourd'hui dans l'ensemble du monde capitaliste mérite que nous nous y arrêtions un peu avant de revenir à nos problèmes et à nos responsabilités.

Au cours des dernières semaines, M. Wilson, à la surprise générale, est tombé devant les conservateurs. Les sociaux-démocrates, placés à la tête de l'État allemand viennent de subir un échec sérieux aux élections régionales et certains observateurs les voient déjà obligés de retourner, dans un proche avenir, devant les électeurs ; quant à la coalition de centre-gauche italienne, à peine au pouvoir elle éclate et là de nouvelles élections semblent inévitables. De l'autre côté de l'Atlantique, le crédit de M. Nixon est au plus bas.

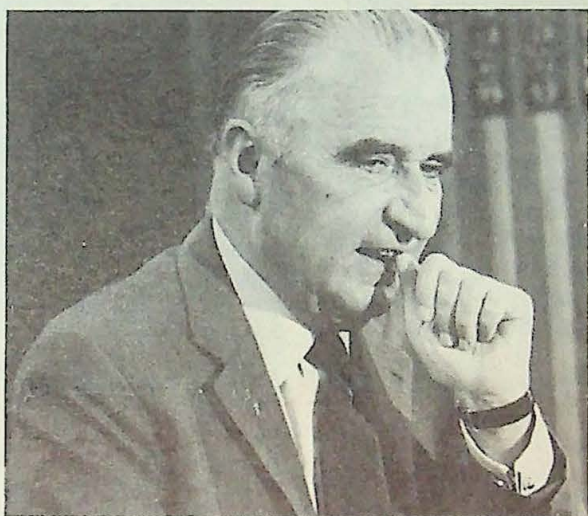
Derrière toutes ces incertitudes gouvernementales, il y a la réalité. Elle est facile à déchiffrer. Pour un économiste, un mot peut la résumer : l'inflation. Pour un socialiste, ceci n'est qu'un reflet ; l'affrontement des forces du travail et des forces du capital ne fait que s'exaspérer et nulle astuce gouvernementale ne peut le tempérer.

Aucun économiste bourgeois, classique ou néo-libéral n'est capable d'expliquer la situation économique et notamment le fait que l'inflation — la hausse des prix — puisse persister, même en période de récession comme c'est le cas aux U.S.A. actuellement. Seule l'analyse marxiste donne les clés de cette « anomalie ».

Aujourd'hui les travailleurs refusent, chaque jour en plus grand nombre, d'accepter les règles d'un jeu qui, de négociation en compromis, de politique des revenus en politique de l'emploi, aboutit à conserver inchangés les rapports entre les classes et à permettre l'élargissement continu de l'accumulation du capital entre les mains de ses détenteurs et la reproduction des mêmes rapports sociaux. Les organisations syndicales qui jouent ce jeu sont contestées par les travailleurs eux-mêmes.

Prenons deux exemples : un journal proche du grand syndicat allemand D.G.B. reconnaît que « les grèves qui éclatèrent en septembre 1969 dans l'industrie du charbon et de l'acier — à la suite de hausses vertigineuses des bénéfices

des entreprises pendant la période de haute conjoncture — ont constitué le point de rupture révélant l'existence d'un clivage. La vague de grèves sauvages a pris les syndicats complètement au dépourvu ». Le même organe rappelle que « la convention conclue pour l'industrie minière en septembre 1969 a déjà été dénoncée en mars 1970 ! » et il conclut « le D.G.B. doit présenter ses propositions pour la réforme du mouvement ouvrier dans quelques



Aqip

semaines. Le nouveau programme doit tirer la leçon des erreurs passées et renforcer l'idée d'unité ». La vérité, c'est que les travailleurs allemands n'acceptent plus d'être les objets passifs d'une politique de concertation qui les maintient dans la condition d'exploités. Dans le pays des miracles économiques, 80 % des travailleurs n'ont pas plus, tout compris, de 1.200 francs par mois, les conditions de travail pour l'essentiel sont inchangées et les 3/4 de l'accroissement de richesse vont au même groupe social des non-salariés.

Plus connue encore est la révolte latente des travailleurs italiens que « Le Monde » décrit comme une « explosion de revendications, de grèves sauvages, d'agitations, qui ont comme dénominateur commun, en définitive, le refus de la dialectique syndicale traditionnelle avec ses périodes de lutte, ses pauses, ses compromis », ce qui aboutit à refuser souvent les règles de l'organisation capitaliste du travail et même à faire baisser la production.

Le renouveau de combativité des travailleurs que les syndicats les plus clairvoyants utilisent efficacement, effraie les différents patronats qui essaient de sauver leur pouvoir en lâchant sur les salaires ; mais aussitôt, les mêmes patrons s'efforcent de récupérer ces concessions par la hausse des prix afin de préserver l'accroissement de leur capital productif ; ceci entraîne de formidables tensions sur les marchés des capitaux et l'apparition des plus hauts taux d'intérêt jamais atteints ; les salariés à leur tour repartent à l'attaque.

Avec la disparition presque complète des classes moyennes traditionnelles, l'affrontement entre salariés et détenteurs du capital domine totalement la scène sociale et les gouvernements y perdent toute possibilité d'action autonome ; ils ne sont même pas plus en mesure de prêter leurs bons offices pour assurer la « régulation » de l'économie capitaliste ; les successions de majorités en Angleterre, en Allemagne, en Italie ne sont que la traduction désordonnée de la recherche d'un impossible équilibre. La solution ne peut être que la victoire du capital appuyé sur des gouvernements forts octroyant éventuellement des « réformes sociales », ou la victoire des travailleurs imaginant une nouvelle forme d'organisation de la société.

En France, M. Pompidou qui sent monter les mêmes crises, pouvait essayer de pratiquer une politique hardie avec l'appui de la fraction lucide du patronat qui a imposé quelques réformes comme l'accord sur la formation permanente ; c'était sans doute la première intention de Chaban-Delmas. Il a choisi plutôt l'immobilisme. Il sait en effet que l'U.D.R. est mal organisée pour une politique qui est redoutée de ses électeurs et que toute réforme un peu sérieuse risque d'aggraver en fait les tensions. Son refus d'un VI^e Plan audacieux repose sur la crainte d'accélérer la disparition des classes intermédiaires et de laisser face à face salariés et bourgeoisie ; son rejet de la régionalisation s'explique par la peur de faire apparaître au grand jour les divergences géographiques d'intérêt qu'un État très centralisé permet de camoufler. Dans ses allocutions alsaciennes comme à sa conférence de presse, il a tout mis sur une seule idée : celle de stabilité ; il a surtout cherché à rassurer ceux qui sentent que les bases actuelles de la société sont partout menacées, en France comme ailleurs ; il a aussi cherché à dégager la responsabilité de son État en laissant au patronat et aux syndicats le soin de régler les affaires urgentes. C'est sa façon à lui de répondre à la nouvelle offensive des pseudo-réformistes menée cette fois-ci par Servan-Schreiber. Il estime que le besoin de sécurisation des Français l'emporte sur leur souci de changement et par ailleurs il sait qu'aucun changement important n'est réalisable par ceux, et le nouvel élu de Nancy est de ceux-là, qui acceptent « a priori » de respecter les lois de la société capitaliste.

Il dépend largement de nous qu'à la rentrée toute cette prudence conservatrice apparaisse comme totalement hors de saison et que les rafistolages gouvernementaux, avec ou sans réformistes, montrent leur insuffisance dérisoire. Mais pour cela, pour que de nombreux travailleurs actuellement trompés ou démobilisés, basculent dans le camp du socialisme, il nous faudra savoir faire preuve d'audace et d'intelligence. Nous ne progresserons que si effectivement, dès les prochains mois, nous sommes les éléments les plus actifs des luttes sociales et si nous leur imaginons un débouché politique. □

La bonne manière

Jean-Marie Vincent

Notre dernier conseil national n'a pas eu l'air de plaire aux dirigeants du P.C.F. On s'en serait douté, car on comprend bien que la volonté du P.S.U. de participer avec d'autres forces à la construction du parti révolutionnaire nécessaire aux travailleurs de ce pays, pose un problème à la direction du P.C.F. (dont elle conteste à terme l'influence prépondérante dans la classe ouvrière). Mais force est de constater que le P.C.F. défend ses positions avec les vieilles armes de la calomnie ou de la falsification. Douterait-il au fond de la force d'attraction de sa ligne de démocratie avancée ?

Qu'on en juge ! Dans l'« Humanité » du 2 juillet René Andrieu explique purement et simplement que le P.S.U. veut se charger pour les prochaines élections municipales d'une opération de diversion (présentation de listes P.S.U. — « gauchistes ») habituellement assurée par le ministère de l'Intérieur. Le bon apôtre ! Il n'a même pas attendu la publication dans « T.S. » de la résolution du Conseil national sur les municipales pour savoir ce qu'était la position du P.S.U. à cet égard. Non, il faut à tout prix que le P.S.U. soit taxé de complicité avec le pouvoir, afin que les militants communistes n'essayent même pas de prendre connaissance de ses arguments ! Il faut que le P.C.F., en tant qu'organisation, reste à ses bonnes vieilles habitudes municipalistes, à sa routine des listes d'union démocratique dans une conjoncture où le centrisme à la Servan-Schreiber et l'ouverture à la Frey, exigera pourtant une orientation de classe claire, précise et combative pour regrouper les travailleurs.

Dans « L'Humanité » du 6 juillet, François Billoux renchérit encore sur cette attaque : « Ainsi le P.S.U. se prépare à apporter une aide non pas à l'union des forces de gauche, mais au pouvoir et à l'ensemble de la réaction. Nous souhaitons que les militants du P.S.U. n'acceptent pas de jouer un tel rôle de diversion et de division et cela dans l'intérêt aussi bien de la cause démocratique et socialiste en général que dans l'intérêt propre du P.S.U. lui-même. Déjà, nous savons que des conseillers municipaux, élus dans des municipalités d'union, sont bien décidés à ne pas se lancer dans cette voie aventurière. » Tout y est : l'amalgame avec la réaction (pourquoi pas avec « Occident » du temps qu'on y est !), l'appel au débauchage. Tout cela ne va pas très loin, quoi qu'en pense la direction du P.C.F.

Pour notre part nous sommes plus sérieux et nous voulons bien mettre les points sur les i. Nous disons aux dirigeants du P.C.F. que nous som-

mes prêts à envisager avec eux un accord national et public pour les prochaines élections municipales qui comporte une plate-forme claire, sans équivoque sur les batailles de rupture qui doivent être menées contre la politique d'encadrement et de domestication des municipalités poursuivie par le pouvoir. Nous disons également que cet accord et cette plate-forme devront dénoncer et combattre aussi bien le centrisme sous toutes ses formes que la politique de répression de Marcellin sous toutes ses formes. Nous sommes persuadés que sur cette base le mouvement ouvrier pourra donner à cette consultation électorale la dimension qui lui fait presque toujours défaut.

Que la direction du P.C.F. ne s'étonne pas de cette attitude ; elle est tout à fait conforme à notre politique de front unique des travailleurs qui implique, bien sûr, le front unique de notre organisation avec le P.C.F. Sur ce point aussi « L'Humanité » feint d'ignorer ce que cela veut dire. S'agit-il pour nous de « plumer la volaille communiste » comme François Billoux veut plumer la volaille P.S.U. ? Ce serait dérisoire. En tant que parti fortement minoritaire dans le mouvement ouvrier nous n'en avons ni la force, ni le goût. Par contre, nous sommes persuadés de la valeur des thèmes que nous mettons en avant et nous entendons les proposer comme objectifs de lutte unificateurs, qu'ils soient défensifs (contre la répression gouvernementale et patronale) ou offensifs (contrôle ouvrier, lutte contre le mode de vie imposé par le capitalisme).

Nous avons par ailleurs la conviction qu'il faut répondre aux aspirations unitaires de la classe ouvrière en lui fournissant autre chose que la fausse solution de l'unité de la gauche, c'est-à-dire de l'entente avec des forces bourgeoises et petites-bourgeoises sur la base des orientations et des préjugés de ces forces (électoratisme, hostilité à l'action autonome des masses). L'unité pour nous se construit en fonction de perspectives anticapitalistes et c'est seulement en fonction de ces perspectives qu'on peut et doit mener une politique d'alliance avec les organisations qui regroupent des éléments susceptibles d'accepter la direction politique de la classe ouvrière.

Nous savons très bien que le P.C.F. refuse obstinément une telle orientation et qu'il rêve toujours aux temps heureux où il pouvait s'allier avec le parti radical et la S.F.I.O., voire avec le M.R.P. Mais nous voyons bien que les possibilités d'entente avec ce secteur se rétrécissent de plus en plus et qu'elles ne suscitent aucun enthousiasme par-

mi la grande masse des militants et des cadres du P.C.F. Sans doute est-il encore pensable qu'en multipliant les concessions le P.C.F. puisse obtenir quelques communiqués communs, quelques accords précaires dans ce domaine. Mais le moindre événement, le moindre soubresaut de la lutte des classes à l'échelle internationale ou nationale ne peut que faire voler tout cela en éclats. C'est pourquoi nous affirmons qu'à la longue le P.C.F. devra se poser tous ces problèmes au fond et c'est pourquoi nous les remettons sans

cesse sur le tapis. Dans l'immédiat cette orientation n'est pas exclusive d'actions communes ; bien au contraire, elle suppose que toutes les batailles de classe soient menées jusqu'au bout. Et c'est dans ce sens que nous disons au P.C.F. que nous sommes unitaires, unitaires pour quatre s'il le faut.

Gageons que le pouvoir en place ne se trompera pas sur notre attitude et qu'il ne nous signifiera pas au cours d'une garden-party qu'il nous a offert une quelconque loi « anti-casseurs ». □

Secours Rouge

Le pouvoir tente de dissimuler les causes du mécontentement en France et de briser la révolte et les luttes populaires qui secouent le pays. Il impose une nouvelle loi qui renforce son oppression par une répression systématique. En instaurant le principe de responsabilité collective, la loi « anti-casseurs » casse les principes du droit et de la jurisprudence.

Les lois scélérates contre les attentats anarchistes ont été depuis un demi-siècle utilisées contre toutes les formes de lutte de la classe ouvrière. Les nazis ont tenté de justifier par la responsabilité collective les exécutions d'otages.

Toutes les couches laborieuses sont menacées ou déjà frappées : la dictature policière que le patronat exerce dans les usines s'étend à toute la société : expulsions et arrestations d'immigrés, réfugiés politiques livrés à la police de leur pays, licenciements massifs, listes noires et arrestations des militants ouvriers, dissolution des groupes révolutionnaires, répression politique dans l'armée, saisies répressives contre les petits commerçants et paysans, installation d'une police universitaire, chasse aux étudiants et aux lycéens contestataires, suspension d'enseignants, lycées et facultés fermés, suppressions arbitraires des sursis et atteinte aux droits civiques des sursitaires... Les arrestations et interpellations injustifiées, les matraquages et passages à tabac se produisent quotidiennement ; l'aggravation des peines de prison, l'énormité des sanctions financières visent à paralyser toute résistance effective à l'oppression capitaliste ; la saisie des journaux

qui expriment la révolte populaire met en danger la liberté d'expression.

Des centaines de militants révolutionnaires sont détenus, d'autres réduits à la clandestinité, pour des actions politiques travesties en délits de droit commun.

Nous appelons à constituer un nouveau **Secours Rouge**, lien de la solidarité populaire contre l'alliance du patronat, de l'Etat, de sa police, et contre tous leurs complices.

Le **Secours Rouge** sera une association démocratique légalement déclarée, indépendante de toute organisation et ouverte à tous ; son objectif essentiel sera d'assurer la défense politique et juridique des victimes de la répression et de leur apporter un soutien matériel et moral, ainsi qu'à leurs familles, sans aucune exclusive.

N'attendons pas : la résistance à l'injustice a toujours tiré sa force du peuple. Contre la conspiration du silence et de la calomnie qui tait et défigure les luttes du peuple, rétablissons la vérité. Contre l'exploitation et la répression capitalistes, assurons la défense des emprisonnés, des expulsés, des licenciés, des travailleurs immigrés...

Faisons-leur connaître leurs droits avec l'appui des avocats démocrates. Aidons-les à les faire respecter. Manifestons activement à tous ceux que frappe la répression notre solidarité.

Il n'est pas possible de défendre la justice et la liberté sans organiser la solidarité populaire.

Le **Secours Rouge**, issu du peuple, le servira dans son combat.

Paris, 11 juin 1970.

Eugénie Camphin, résistante, mère de Pierre et René Camphin, fusillés).

R.P. Cardonnel (Frère du Monde).

Pasteur Casalis.

J. Chaintron (ancien secrétaire général du Secours Rouge International).

Robert Davezies (réseau de soutien du F.L.N.).

Mme Halbwachs-Basch (fille de Victor Basch assassiné par la milice, femme de Maurice Halbwachs, mort en déportation).

Henri Guilloux (syndicaliste).

Bernard Lambert (paysan).

Georges Montaron (Témoignage chrétien).

Roger Pannequin (Francs-Tireurs et Partisans).

Jean-Paul Sartre.

Charles Tillon (Francs-Tireurs et Partisans).

M. F. Khan.

P. Halbwach.

Vercors.

Claude Angeli.

Henri Leclerc.

Correspondance : **R. Davezies**, 9, rue Raffaelli, Paris-16^e.

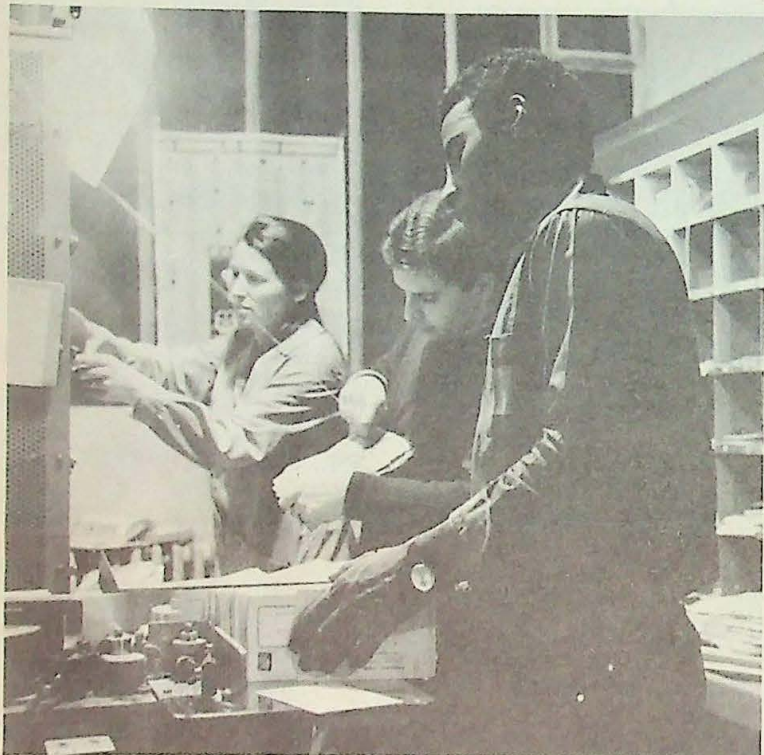
Le Comité d'Initiative du Secours Rouge vous demande de souscrire au compte de **Yvonne Halbwach-Basch** : Compte chèque 55-718 E au Crédit Lyonnais, agence Z 426, 19, avenue du Général-Leclerc.

Non aux expulsions !

L'action du P.S.U. à l'égard des travailleurs immigrés a pris un essor décisif au cours des mois récents, tant sur les lieux de production que dans les quartiers. Un premier bilan des luttes concrètes est désormais possible.

Afin de contribuer à cette réflexion, plusieurs militants de la XV^e section (Paris), engagés dans des actions contre les expulsions de travailleurs immigrés, tirent, ci-contre, les premières leçons de leurs expériences de lutte.

Nos camarades des P.T.T. (Paris-Austerlitz) présentent les conclusions qu'ils tirent de leurs luttes depuis deux ans. Cette expérience est intéressante. Elle essaye de dégager les bases et possibilités du contrôle ouvrier dans un service public traditionnel où la pression et la convoitise du secteur privé sont de plus en plus grandes.



Collombert

lutttes ouvrières

Sur le XV^e arrondissement, qui connaît traditionnellement une forte concentration de travailleurs immigrés, les actions de soutien se sont, dans un premier temps, développées en dehors des organisations révolutionnaires et sur un terrain plus humanitaire que politique. Mais la radicalisation politique des luttes s'est très vite révélée indispensable.

En mai 1970, se crée l'A.S.T.I. (Association de soutien aux travailleurs immigrés) qui ne se veut au départ « guidée par aucune pensée politique ou religieuse », et dont le but principal est de « lutter contre le racisme et pour la promotion de tous les hommes ».

Cette association fait ses premières armes à l'occasion des luttes menées au foyer du 14 Bd de Vaugirard. Ce foyer, prévu pour deux cents travailleurs, en abrite en fait trois cent dix-neuf. Aux conditions d'hygiène et de surpeuplement s'ajoute un règlement intérieur policier (interdiction de jouer aux cartes, interdiction de recevoir des visites, etc.). Les barbouzes de la préfecture de Paris exercent une surveillance vigilante à l'intérieur même du foyer.

Pour cette première expérience, l'action menée tant par la Gauche Prolétarienne que par l'A.S.T.I. reste un échec :

● La G.P. oubliant que nos camarades immigrés étaient soumis à une répression intensive, croyant que la violence de partisans pouvait remplacer la violence de masse, s'est vu refuser la confiance des travailleurs qu'elle entendait organiser.

● L'A.S.T.I. s'est longtemps bornée à mener une action legaliste auprès des « autorités compétentes ». Celles-ci n'étant autres que les propriétaires de ce foyer (préfecture de la Seine), il est compréhensible que ces actions n'aient trouvé aucun résultat. On tirera de cette expérience, deux leçons :

a) Une action en direction des travailleurs immigrés est vouée à l'échec si elle n'est pas reliée à une campagne de sensibilisation de la population environnante.

b) L'action ne peut être ni purement humanitaire (cf. l'A.S.T.I.) ni purement idéologique (la G.P.). Elle doit au contraire assurer une liaison permanente entre l'intérêt immédiat des travailleurs et les propositions des révolutionnaires.

Par rapport à l'action menée Bd de Vaugirard, les luttes des foyers des rues Fondary et Mademoiselle constituent un pas en avant décisif.

Ainsi notre intervention a, dans ces cas, répondu à la demande de camarades immigrés. C'est là le signe d'un changement qualitatif dans la pratique des militants : le groupe des révolutionnaires est maintenant reconnu sinon en tant que représentant de la population, du moins en tant que porte parole et référence idéologique de sa lutte.

En outre, le succès de ces actions fut assuré par le regroupement de militants révolutionnaires de diverses organisations, opéré dans la lutte et dans une liaison sans sectarisme avec l'A.S.T.I.

● Au 38, rue Fondary, un promoteur immobilier s'était mis en tête de rénover l'immeuble pour y aménager des studios à 600 NF par mois. Sans aucun préavis légal d'expulsion, les travaux ont commencé dans le but manifeste de faire déguerpir les locataires (murs cassés, rampes d'escalier brisées, eau coupée, etc.). Mais avec l'aide de l'A.S.T.I., les travailleurs surent organiser leur résistance. Les travaux furent empêchés. La voie de la lutte menée de pair avec une large sensibilisation de la population, était affirmée face à celle de la capitulation ou de la concertation.

● Au 69, rue Mademoiselle, nous avons encore été plus loin en créant une base d'appui sur le XV^e pour les militants révolutionnaires. Dans le cadre de vastes opérations de « rénovation », la société immobilière S.E.M.E.A. XV présidée par M. Galy Dejean (qui est aussi maire-adjoint et responsable de l'action sanitaire et sociale sur le XV^e) tenta d'évincer les locataires du 69, en faisant couper l'eau et l'électricité et en détruisant les rares installations sanitaires existantes.

Très vite, de multiples organisations apportent leur

soutien : A.S.T.I., V.L.R., C.I.M.R., C.I.R., P.C.F., C.F.D.T., C.N.L. et bien sûr le P.S.U. L'attitude du P.C.F. reste ambiguë : prenant prétexte de la présence de V.L.R. (groupe maoïste), le P.C.F. fit tout pour saboter l'action entreprise, pratiquant d'abord la calomnie, puis tentant de récupérer l'action pour l'inscrire dans le cadre de sa campagne sur les municipales. C'est pourquoi les révolutionnaires menèrent une action autonome par rapport à laquelle le P.C.F. dut se situer, action à laquelle nous appelons à participer activement.

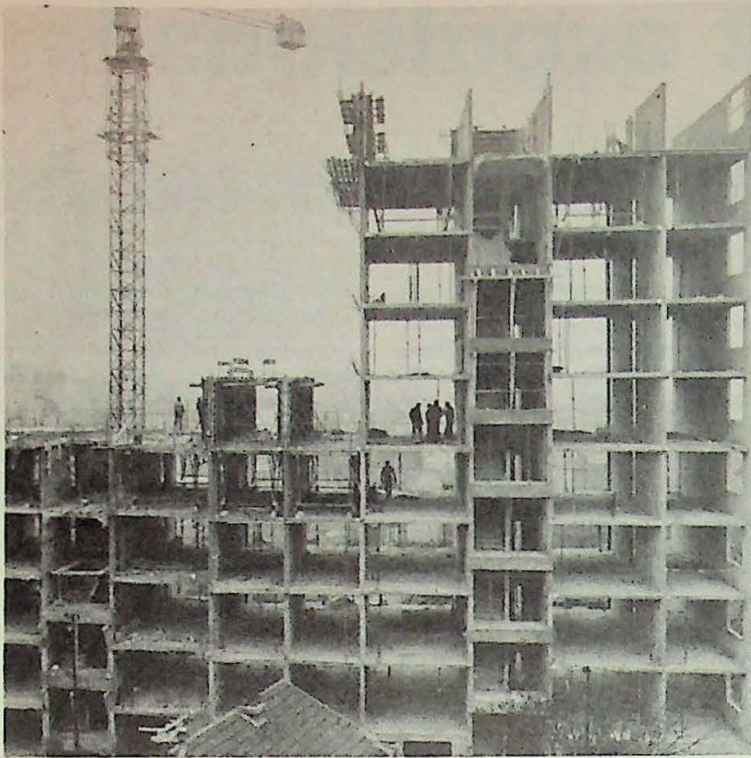
Cette action consista à sensibiliser la population environnante : tracts, affiches manuscrites, favorisant discussions dans la rue, assemblées générales de quartier et délégation massive à la mairie, etc. C'est à partir de ces actions, à partir d'une présence continue sur les lieux qu'a pu se créer une mobilisation suffisamment puissante, pour qu'enfin, toutes les installations soient remises en état aux frais de la S.E.M.E.A. XV, et que les locataires ne soient pas expulsés.

Dans une seconde phase, comme pour la rue Fondary, les locaux ont été rénovés, cette fois aussi au service et avec les travailleurs. Action de type « scout » mais qui permet une réponse efficace à l'intoxication idéologique : les casseurs construisent, la bourgeoisie casse et expulse...

Ce type d'action peut se développer largement dans le XV^e. Des enquêtes partielles et des discussions avec les travailleurs immigrés ont permis de découvrir une dizaine de cas semblables. Franchir un second pas ce sera unifier toutes ces luttes et les relier à celles conduites dans les entreprises. Certes des oppositions existent encore entre les travailleurs immigrés des différents pays, oppositions alimentées par la bourgeoisie pour perpétuer le racisme au sein de la classe ouvrière. Seule la conscience d'une communauté d'intérêt face à l'impérialisme permettra l'unité réelle : c'est la tâche des militants révolutionnaires que d'assurer cette prise de conscience.

On soulignera enfin l'attitude de la police à l'égard d'un meeting organisé par le P.S.U. pour populariser les

Les luttes pour le contrôle



Collombert

luttés en cours sur l'arrondissement : elle commença par l'interdire dans la salle prévue — seule ouverte aux réunions publiques dans le XV^e... — La réunion s'étant repliée dans les locaux du Parti, les flics harcelèrent les militants à la sortie dans un but évident de provocation.

Cette attitude est caractéristique : la bourgeoisie a peur de ce type d'action et cherche à en enrayer le développement par tous les moyens. Il est clair aussi que la violence de la bourgeoisie exploitant les travailleurs im-

migrés, que la violence des promoteurs mettant en coupe réglée les villes et les campagnes, que la violence des forces de l'ordre ont la même nature. C'est cette violence que la bourgeoisie institutionnalise dans ses lois. Ce sont ces mêmes lois qu'elle trahit lorsqu'elles ne suffisent plus à contenir la révolte des masses. *C'est face à cette illégalité, face à cette violence que les travailleurs forgent leur propre légalité dans la lutte active contre les marchands de sommeil et les spéculateurs, contre les patrons, contre l'Etat bourgeois !* □

ELEMENTS

La seule revue internationale de gauche en langue française entièrement consacrée au Moyen-Orient.

- Numéro spécial — Dossier complet :
- Abonnement d'un an (quatre numéros) 24 F
- Abonnement de soutien, à partir de 50 F
- Abonnement étranger par avion 35 F
- Abonnement étudiant 15 F

• ETAT UNITAIRE : MYTHES ET REALITES. ISRAELIENS ET PALESTINIENS TROIS ANS APRES. »

Avec les réponses de Manuel Bridier (PSU) ; Jacques Denis (PCF) ; Claude Estier (CIR) ; Alain Krivine (LC) ; Robert Verdier (PS), et Jacques Berque, Maxime Rodinson, Yaakov Talmon.

• PALESTINIENS ET ISRAELIENS. »

Yossi Amitay, Uri Avnery, Lyova Elyav, Ghasan Kanafani, Fouad Khaled, Moche Sneh et Clara Halter, Fernand Rohman, Bernard Kouchner, Michel-Antoine Burnier, Gérard Brule, S. Voldman. — Avec le compte rendu des activités du Comité international de la gauche pour la paix au Moyen-Orient.

En vente dans les librairies en France, Suisse, Belgique, et à la Rédaction : 15, rue des Minimes, Paris-3^e. Tél. 887.06.65.

I. — Présentation du service

Le bureau gare a pour tâche l'acheminement et le tri du courrier.

Il a l'aspect d'une grosse entreprise.

Trafic élevé (84.000 sacs passent par jour au transbord d'Austerlitz).

Personnel important : 2.000 agents.

Horaires : Service permanent vingt-quatre heures sur vingt-quatre, dimanches et jours fériés compris, d'où division en services (deux de jour, deux de nuit), vacation continue.

Le recrutement se fait surtout à partir de la province, en particulier des régions sous-industrialisées et en voie de régression économique. Il existe un parallélisme de la situation de la plupart des jeunes agents avec les travailleurs immigrés.

Ils connaissent le phénomène de déportation, rupture avec le milieu social naturel, et toutes les difficultés d'installation et d'adaptation (la chambre d'hôtel à plusieurs, le besoin du retour fréquent au pays...).

Le recrutement s'effectue par concours au niveau du C.E.P. (préposé), B.E.P.C. (agent). L'emploi à Paris est présenté comme provisoire (« le stage » en attendant la mutation). Il faut attendre, pour une mutation, de 3 à 4 ans (Bordeaux) ou 10 ans et plus pour des départements comme l'Ariège ou les Basses-Pyrénées.

Donc, la région d'origine, pour le besoin de séjours fréquents et l'attente de la mutation, constitue une préoccupation importante pour le personnel P.T.T.

Les catégories sont en grand nombre pour un personnel qui fait sensiblement le même travail. On pourrait les grouper en trois séries :

- La manutention et l'acheminement (6 catégories) ;
- Le tri (6 catégories) ;
- Personnel d'encadrement (autant et plus pour les petits cadres).

II. — Enquête sur les luttes menées

Avant Mai :

On remarque une certaine passivité dont les grèves générales (les 17 mai 66-67) pouvaient rendre compte (journées de repos offertes par les syndicats), donc grèves sans lendemain.

Depuis Mai :

Des mouvements avec des objectifs précis se sont développés avec une combativité plus forte et le souci de voir aboutir la revendication pour laquelle on se bat.

Avant les grèves, des réunions (jusqu'en mars 70) se sont tenues sur les temps et lieux de travail.

Les confrontations du personnel avec les représentants syndicaux, sur les modalités de l'action, ont permis de remettre en cause le préavis (30 septembre 1969).

Un certain noyau (pas forcément organisé politiquement ni syndicalement) manifestait le désir de voir la grève aller jusqu'à satisfaction sans tenir compte du rapport de force (le parti pris contre la grève de 24 heures).

La grève du 16 avril s'est décidée au sommet (sans consulter la base). La C.G.T., désirent reprendre la première ligne des luttes :

— S'est servi des mesures d'intimidation de l'administration ;

— L'unité a eu un certain impact dans la mobilisation (mais unité au sommet et défection de F.O. au dernier moment).

Pour nous, elle n'a pas été une grève bidon par son contenu (revendication du samedi après-midi libre), mais a montré une certaine inefficacité parce que sans lendemain.

Avec la grève du 28 mai du même modèle, un certain découragement du personnel s'est fait sentir.

Le risque du retour de certains appareils syndicaux aux méthodes anciennes de lutte au-dessus des travailleurs (en les utilisant comme pression pour les négociations en cours) tend à se confirmer.

L'opinion des travailleurs sur les catégories C et D : le

personnel, dans l'ensemble, n'a pas perçu ou bien saisi la réforme (mécanismes individuels et catégoriels complexes) mais il a cherché à savoir ce qui avait été obtenu pour sa catégorie quand les résultats de la négociation ont été livrés.

Sur les risques d'intégration : (contrat des C et D signé par F.O. et C.F.D.T. malgré le désaveu de la fédération des P.T.T.). On ne sait pas si les travailleurs ressentent les risques d'intégration. Notre jugement est que l'administration a réussi à stopper toute combativité globale pour des réformes de catégories ne laissant plus aux travailleurs que la revendication dans le cadre du système établi.

Le groupe P.S.U., dans les mouvements, a fait un travail d'explication et d'information (vente de « T.S. », tracts).

Ses rapports avec le P.C. et le P.S. ont surtout été des rencontres d'où il n'est pas ressorti de décisions d'actions unitaires à la base.

Les rencontres réclamées par ces partis, dans leur stratégie de programme commun de gouvernement, ne visent pas, pour nous, à affronter directement le système et le pouvoir.

III. — Comment les groupes voient concrètement le contrôle ouvrier

Il n'y a pas d'expériences concrètes à Austerlitz de décisions collectives des travailleurs visant à imposer leur volonté. Il y a un retour très net aux luttes de type traditionnel. Ce retour ne satisfaisant pas l'ensemble du personnel, il faut mettre en avant des formes de lutte qui préparent le contrôle.

● Par des analyses politiques en rapport avec la situation.

Par un travail de sensibilisation et de prise de conscience politique :

— Faire des contre-propositions à celles de l'appareil administratif qui sont autoritaires, arbitraires et répressives ;

— Démasquer certains aspects réglementaires allant à l'encontre de la responsabilité des travailleurs ;

— L'administration détourne parfois son propre règlement pour des questions de rentabilité (postes de travail, travail à la tâche...);

— Souligner ces contradictions en les reliant à l'ensemble de celles du système capitaliste.

Donc dénonciation-contestation.

● *Formes de contrôle à envisager :*

— Priorité à la réunion sur temps et lieux de travail, la prise de contrôle ne pouvant être que le fruit d'une décision collective;

— Les horaires. On veut le samedi après-midi libre : on le prend;

— Les unités de travail : lutter contre l'interpénétration (les volants de renfort);

— La notation (la faire supprimer);

— Le salaire réel (intégration des primes, non hiérarchisation des augmentations);

— Formation professionnelle : droit de regard;

— La mécanisation : Il faut réclamer une information sur les plans de l'administration en la matière. Elle est considérée, parmi les travailleurs, comme offrant une qualification supérieure. Ils demandent donc des compensations (en repos) en liaison avec cette qualification et la rentabilité supposée de la machine. Il faut dénoncer les implantations du privé par ce biais (quand elles correspondent à des intérêts extérieurs aux P.T.T.).

Trois axes d'intervention sont donc à développer :

— La lutte contre l'émiettement des catégories; pas de rapport entre grade et emploi; disparité artificielle du cadre d'exécution;

— La démystification de la hiérarchie comme instrument de domination. Le cadre, qui est sans pouvoir de décision. Il n'a que celui de l'application de décisions prises à un échelon plus élevé, c'est-à-dire la répression;

— En ce qui concerne les prises de contrôle, difficulté à séparer notre rôle de celui des organisations syndicales.

En tant que militants politiques, nous devons mettre en avant des revendications qualitatives parce qu'offensives.

(Les organisations syndicales qui les analysent et les proposent luttent souvent pour celles-ci en second plan à cause des revendications quantitatives, des divergences entre elles, ou peuvent se contenter de demi-mesures (C et D)).

Le contrôle ne doit pas aboutir à un aménagement du système ou à une participation à la gestion. Le problème du relai syndical et de la négociation est donc à poser dans les faits.

Il est, pour nous :

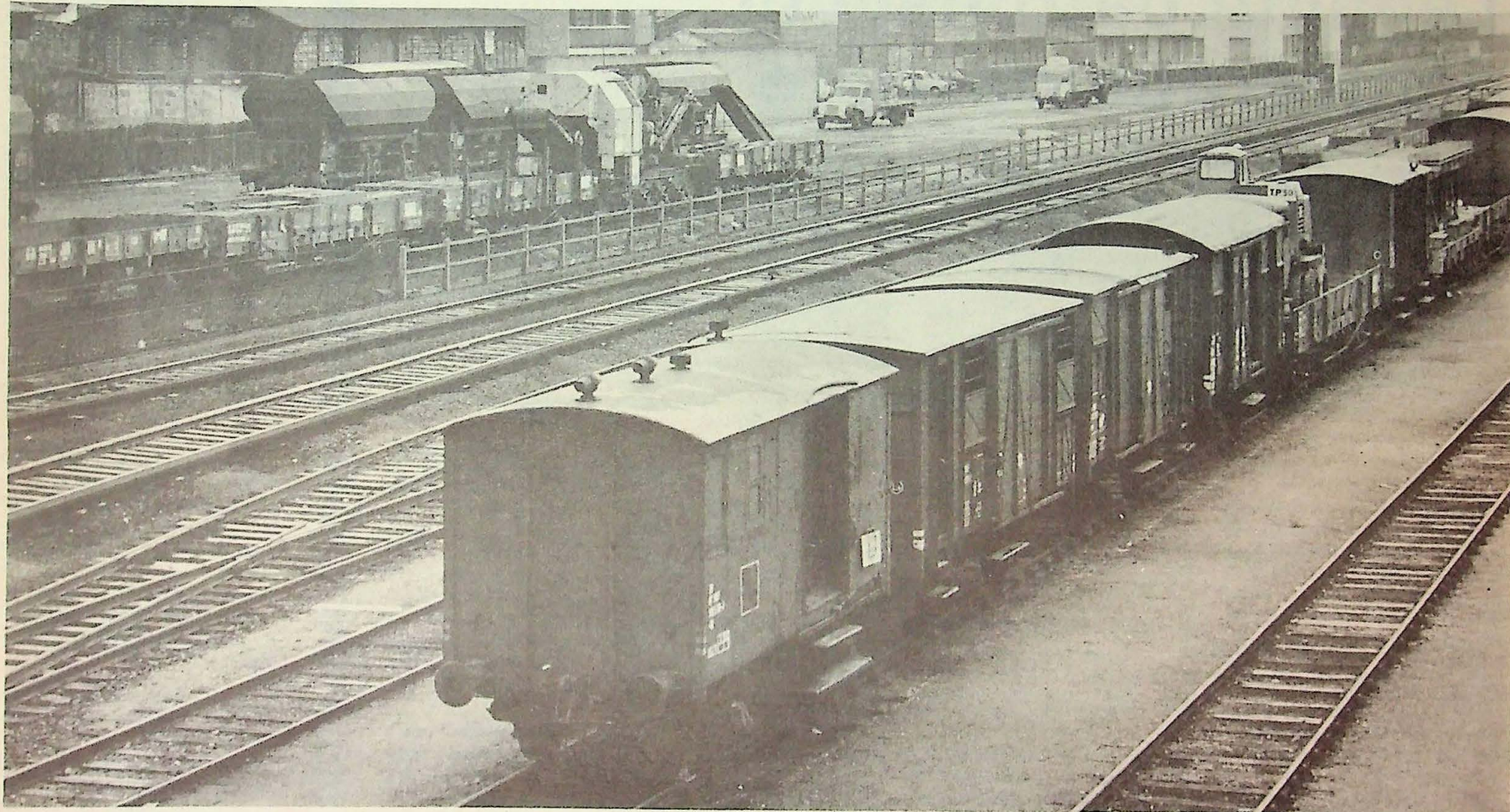
— Un moyen de faire des dénonciations plus amples et de mener des luttes plus généralisées;

— Une capacité d'infléchir les décisions de l'adversaire social afin de réduire sa capacité de manœuvre;

— Un axe stratégique capable de mobiliser les travailleurs.

Comme dans tous les services publics actuellement, les travailleurs ont à subir les effets de la politique de rentabilisation. Service essentiellement commercial, les P.T.T. sont de plus en plus soumis à la convoitise du secteur privé (par la sous-traitance, par l'apport de capitaux privés tels Finextel, par une politique de recherche confiée au privé). Le désengagement de l'Etat, devant la crise du téléphone par exemple, est un des indices de cette nouvelle orientation qui se fait sur le dos des travailleurs.

La lutte pour le contrôle ouvrier devra organiser ces nouveaux motifs de contre-offensive des travailleurs de P.T.T.



Collombert

Les conditions de travail à la S.N.C.F.

A la S.N.C.F., la vie du cheminot ne compterait-elle plus? Près de la gare d'Austerlitz, un accident de travail a coûté la vie à un travailleur. L'augmentation permanente des cadences, l'abandon de nombreuses tâches liées à la sécurité du personnel sont pratiquées actuellement à la S.N.C.F. L'objectif principal de tous les dirigeants de cette entreprise est devenu le rat-

travage du « déficit ». Beaucoup de cheminots eux-mêmes acceptent cette idée de façon fataliste. La création de filiales ayant des liens étroits avec le secteur privé (comme la récente création du S.E.R.N.A.M. (Service national de messageries) amène à la S.N.C.F. de nouvelles conceptions commerciales essentiellement basées sur le profit capitaliste. Soucieux d'échap-

per aux carcans réglementaires et tarifaires, les cheminots croient à une simplification. En fait, l'abandon progressif des vieilles contraintes administratives s'accompagne, non pas d'un bien être de la compression du personnel, la diminution de la sécurité. Là encore, il faudra agir pour montrer le fallacieux des réformes en cours et dénoncer

le risque qui pèse sur la vie des cheminots. Le contrôle ouvrier sur les cadences et la sécurité devra être imposé. Ce que racontent nos camarades ci-dessous, peut donner matière à réflexion à ce sujet.

Un tragique accident s'est produit dans la nuit du mardi 26 mai (à 22 h. 45), au chantier des fosses de Paris-Masséna Sud-Ouest.

La victime, Robert V., 48 ans, très estimé de ses camarades, père de famille (son plus jeune enfant est infirme), assurait son service, comme chef-visiteur principal, aux fosses.

Effectuant la sécurité des voies de fosses 32, 33, 34, 35, à l'aide de damiers pour la protection des visiteurs de gare, chargés de vérifier les rames de voitures de voyageurs

situées sur ces voies, Robert V. retire le damier de sécurité en tête de la voie 33. A cet endroit, un « Loco-Diesel », moteur en marche, attend pour aller remorquer une rame en direction du chantier de formation...

Le damier retiré, Robert V. se dirige vers la voie 35 pour prendre un objet à l'intérieur d'une voiture. Le diesel lui masque la voie 34 et le ronflement de son moteur couvre les autres bruits. Au moment où il débouche de derrière le diesel et s'engage sur la voie 34, Robert V est heurté et mortellement blessé par une motrice qui se dirigeait,

par cette voie, vers la gare de Paris-Austerlitz.

Peut-on croire à la fatalité comme nos patrons nous l'affirment ? Pour nous, c'est non ! Est-ce une imprudence de notre camarade ? Non et non ! Plusieurs fois déjà, des accidents semblables ont été évités de justesse.

Bien sûr, le délégué de la C.G.T. avait demandé aux Comités Mixtes, en 1964, 1967, 1968 que les voies des fosses ne soient pas ouvertes à la circulation puisque d'autres voies sont prévues à cet usage, telles les voies 31, 36, etc. La réponse a toujours été la même : « Lorsque les voies

destinées à la circulation des trains et machines sont occupées, on peut utiliser les voies des fosses comme voies de circulation. Il appartient aux agents de faire preuve de vigilance. »

N'est-ce pas un peu comme si un patron refusait des lunettes de protection à son ouvrier tourneur et lui demandait de faire preuve de vigilance pour ne pas être blessé ?

Oui, des moyens pourraient et auraient pu être mis en place pour éviter qu'un de nos camarades soit victime des conditions archaïques dans lesquelles nous travaillons.

Si rien n'est fait, des accidents analogues risquent de se produire. Nous subissons de nombreuses contraintes qui consistent à « faire marcher la boîte » avant tout, même au péril de notre vie. En système capitaliste, la rentabilité passe avant la sécurité des travailleurs. Nous ne pouvons accepter cela.

Mais, comme le remarquait un camarade, nous sommes tous un peu responsables, du fait de notre passivité, de la mort de Robert V. Quelle action réellement concrète et positive a-t-elle été menée sur ce problème depuis 1964 ? Maintenant la C.G.T. lance une pétition toute seule : ce-

la ne risque-t-il pas de démontrer aux patrons qu'à la base les syndicats sont divisés et que l'unité d'action reste à faire ? Les autres organisations ont-elles été informées de cette initiative par la C.G.T. ? Une action unie n'aurait-elle pas plus de poids et plus de chances d'aboutir ?

Quoi qu'il en soit, camarades, nous n'avons plus le droit de nous taire, de ne rien faire ou de nous contenter de protestations qui ne débouchent pas sur une action.

Luttons pour que des vies humaines ne soient plus exposées. Soyons conscients de nos responsabilités. □

Légalité patronale et démocratie ouvrière

Usinor-Dunkerque : le plus beau fleuron de la sidérurgie française, une usine pilote que l'on vient visiter de loin, dont la productivité record remplit d'aise les barons de l'acier et leurs amis actionnaires... Usinor-Dunkerque est depuis deux mois le siège d'une lutte revendicative significative.

Un mur !

Depuis mai 68 — époque à laquelle les travailleurs avaient occupé l'usine pendant 36 jours — les délégués du personnel et les responsables syndicaux s'étaient constamment heurtés à un mur.

Dans toute négociation paritaire, la direction locale n'avait pas pouvoir de décision, disait-elle (ce qui n'était pas tout à fait faux, quand on sait que dans les trusts, ce sont le P.D.G. et les administrateurs qui, de leurs bureaux parisiens, prétendent régenter d'une manière absolue chacun des travailleurs à Dunkerque, à Denain, à Louvroil ou à Creil !)

Le trust n'était pas disposé à lâcher quelques miettes de ses super-bénéfices. Et pourtant ! Dans le bilan présenté par M. Borgeaud le 20 mai dernier lors de l'assemblée générale de la société ne relevait-on pas :

- une progression de 420 % (!) du bénéfice net pour l'année,
- une progression de 17,8 % de la production pour l'année,
- une progression de 36,44 p. 100 du chiffre d'affaires de la société pour l'année,
- une progression de 26 % de la productivité en trois ans,

- une progression de 60 % du dividende en un an,
- la promesse d'une augmentation de 600 millions du capital social d'ici à 1975, etc.

Tout cela avec la sueur des travailleurs-producteurs, moins bien payés que leurs camarades d'une usine voisine de la C.A.F.L. (entre 5 et 15 %) ou que ceux de la Construction navale. Avec la sueur de ces travailleurs-consommateurs, qui pour la plupart subissent de surcroît le grave inconvénient de vivre en déracinés dans un cité-dortoir (avec tout ce qu'une telle situation peut coûter à un budget familial).

Renouveau dans les luttes

Pendant deux ans donc, les travailleurs d'Usinor-Dunkerque se sont battus, souvent durement. Ainsi ces trois grèves qui, pendant dix à vingt jours paralysèrent trois services l'an passé. Pour le patron qui menaça, sanctionna, alla jusqu'à licencier un ingénieur qui n'avait pas voulu faire le travail des grévistes (c'était en novembre dernier), ces arrêts qui devaient probablement passer au chapitre des « profits et pertes » préétabli par son état-major de colonels et de bâtonniers en retraite, ne le firent pas plier. Bien au contraire, au lendemain de conflits qui s'étaient parfois soldés par des échecs, les travailleurs retrouvaient devant eux un patronat aussi intransigent et arrogant.

C'est pourquoi, voici deux mois, les dirigeants syndicaux (de la C.G.T., la C.F.D.T. et

F.O.) agissant dans l'unité, décidèrent de changer leur fusil d'épaule. Puisque pour

la direction, seule comptait la productivité, matérialisée pour les travailleurs par la prime d'objectif, eh bien ! c'est sur ce terrain-là qu'ils mèneraient l'offensive.

Et c'est ainsi qu'à partir de la deuxième quinzaine de mai, après consultation des travailleurs sur le tas, dans les vestiaires, lors de meetings improvisés pendant les heures de travail (c'est-à-dire hors de la légalité patronale), des ateliers et des services débrayèrent une heure, deux heures, parfois quatre heures, tantôt un jour, tantôt un autre. Aujourd'hui l'aciérie, demain le « mouvement », la nuit suivant le slabbing. Résultats : très peu de pertes de salaire pour les ouvriers qui « en voulaient », d'autant plus qu'ils étaient informés et avaient discuté entre eux de ce type d'action. Par contre, des conséquences particulièrement néfastes pour le planning du patron et la productivité de l'usine. C'était le bâton dans les roues : la belle mécanique, productrice de substantiels bénéfices, s'était dérégulée, ce que le patron, les yeux fixés sur son objectif annuel, ne manqua pas de ressentir amèrement.

Vers de nouveaux combats

Comme il fallait s'y attendre, il ne s'avoua pas battu. Fin juin, il crut trouver la parade, en sanctionnant un ouvrier de l'aciérie. Les travailleurs d'Usinor-Dunkerque marquèrent le coup en débrayant, mais pas tous ensemble, ni d'une manière illimitée. C'eût été faire le jeu du

patron qui aime les grèves « propres et nettes », celles avec lesquelles il sait à l'avance à quoi s'en tenir...

Le lendemain, nouvelle contre-offensive patronale : diminution des horaires de 50 %, suppressions de postes, chômage partiel (décision injustifiée qui permet actuellement aux syndicats d'attaquer la direction devant les tribunaux). Les ouvriers ne bronchèrent pas. Quelques jours plus tard, le patron fut le premier à rétablir des horaires, quasi-normaux, à parler de « paix sociale » (ça n'a pas pris) et puis, le 2 juillet, à ouvrir enfin de véritables négociations. Les premières depuis mai 68 !

Tout n'est pas joué, bien sûr. Vendredi dernier, la production était à nouveau stoppée et le chômage technique rétabli dans l'usine. Les travailleurs d'Usinor-Dunkerque savent que les patrons de l'acier ne manqueront pas d'imaginer une parade plus efficace. Les patrons de combat ne manquent pas de ressource.

Qu'importe ! Forts de leur expérience, de ces luttes organisées d'une manière démocratique dans les ateliers et les services, les travailleurs mettront alors en pratique de nouvelles décisions prises hors de la légalité patronale.

Faire reculer le pouvoir absolu du patron pour imposer le contrôle des travailleurs : c'est la tâche à laquelle se sont attelés la majorité des travailleurs d'Usinor-Dunkerque. C'est en définitive l'aspect le plus significatif de leur lutte. □



Collobert

Littoral aménagé et déménagement des hommes

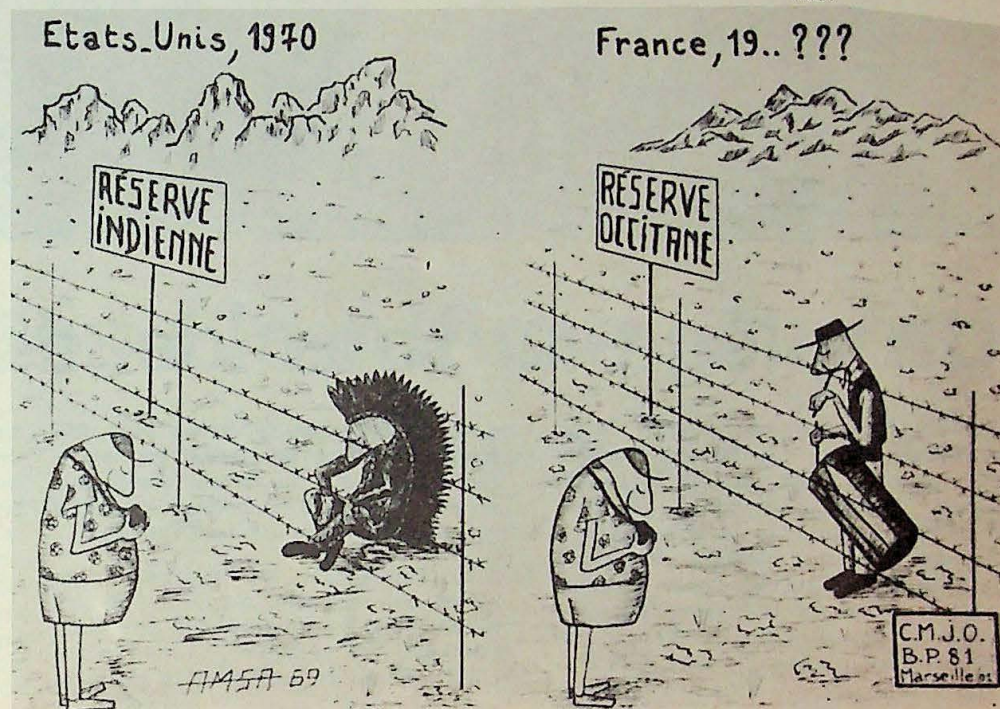
Pendant qu'on aménage à grands frais le littoral du Languedoc, le déménagement des hommes continue. Si l'Europe Industrielle vient faire trempette, pendant trois mois d'été, sur la Floride Occitane, les Méridionaux, eux, n'en finissent plus, pendant toute l'année de partir chercher du travail où il est : dans la France industrialisée du Bassin Parisien. Les travailleurs du Languedoc-Roussillon regardent sans espoir six villes pour l'été surgir des sables de la Côte, autour des ports créés de toutes pièces, au bout de routes tracées spécialement pour y conduire des centaines de milliers de touristes. La « Floride Occitane », création futuriste, paradis de la plaisance et du bronzage n'est pas fait pour eux ; ils n'ont pas l'argent qu'il faut pour acheter ou pour louer un bungalow dans l'usine à loisirs et quand ils vont pêcher à la Grande-Motte ou camper sur les terrains vagues, l'Etat leur envoie ses gendarmes. « Pour vivre ici, il faut partir » chante tous les soirs, en langue d'oc, Claude Marti, dans les villages.

Et c'est vrai. Et c'est ce que la presse bourgeoise ne dit jamais. Selon elle, selon le gouvernement, la Floride Occitane est un miracle, un miraculeux cadeau fait par l'Etat au Languedoc en crise économique, aux hommes des villes, du Nord affamés d'air pur, de soleil et d'eau. Or, c'est bien connu, on n'explique pas les miracles...

Eh bien si, les miracles s'expliquent. Il suffit de démonter la mécanique de l'exploitation, de montrer ce qui a rendu possible cette gigantesque opération, pourquoi, comment, par qui et au bénéfice de qui elle a été montée et quelles en sont les conséquences.

Et, la réalité dévoilée, on ne découvre plus que le capitalisme. Il ne colonise les uns que pour mieux exploiter tout le monde.

La Grande-Motte :
700 ha ; 47.000 lits.
Le Cap d'Agde :
600 ha ; 50.000 lits.
L'Embouchure de l'Aude : 500 ha ; 40.000 lits.
Gruissan : 450 ha ; 50.000 lits.
Leucate Barcarès : 750 ha ; 75.000 lits.
Saint - Cyprien : 160 ha ; 30.000 lits.



D.R

Une usine à loisirs...

Au commencement était le désert. Désert sur la côte d'abord. Au moment où s'édifie la Costa-Brava, seules existent sur le littoral, entre Rhône et Pyrénées, quelques petites stations, comme le Grau-du-Roi, Palavas, Valras, Narbonne-Plage, Argelès, créées à leur propre usage, essentiellement, par les villes de l'intérieur.

Sous-développement et urbanisation sauvage

Le développement de ces stations, mal maîtrisé par les notables locaux, se trouve systématiquement retardé par le refus du gouvernement de favoriser une politique d'assainissement et d'expansion. Aucune politique d'urbanisation, de viabilisation. Le maire communiste de Valras ne trouve aucun crédit raisonnable. La municipalité communiste de Sète ne peut obtenir la rétrocession par la République des centaines d'hectares dont disposent les Salins du Midi, alors que le bail de 300 ans, consenti par... Louis XIV, arrive précisément à expiration.

Sur fond de misère locale, il arrive que les pauvres s'installent, durant l'été, au bord de la mer dans des cabanes de planches, de tôle, de papier bitumé.

Il y a plus de 50 ans que les vignerons ont inventé le camping sauvage en venant passer la fin de la semaine au bord de l'eau, en charrettes, puis en autos, à Saint-Pierre, Gruissan, le Cap, Marseillan. Ensuite sont venus d'autres pauvres : ceux qui déferlent sur les plages, notamment entre Agde et Sète à partir de 1960.

Mais cela dit il reste, en 1960, sur les 200 km de côte, 180 km de plages de sable fin à prendre.

Une bourgeoisie impotente

Le marasme économique sévit dans tout le Languedoc: les usines ferment, les commerçants plient boutiques, les cultivateurs quittent la terre, le négoce de gros s'effondre, la population stagne, surtout à l'ouest, malgré l'arrivée massive des pieds-noirs, le chômage prend des proportions catastrophiques, l'exode des jeunes aussi. Montpellier ne fait illusion que grâce à son rôle de capitale universitaire et administrative.

Or, en système capitaliste, l'effondrement économique d'une région n'est que le signe de l'effondrement de la classe bourgeoise. Celle du Languedoc, de bassesses en trahisons, est passée sous la coupe des trusts parisiens et de l'Etat.

Cette bourgeoisie n'a plus la taille suffisante pour lancer aucune opération d'envergure. C'était vrai déjà lors de l'aménagement du Bas-Rhône, affaire gigantesque conçue et réalisée par l'Etat monopoliste avant d'être livrée à la Libby's américaine. C'est éclatant à propos de la Floride.

Mais tout est concerté. A terme, le sous-équipement industriel et agricole du pays est profitable à une vaste opération capitaliste : le terrain y sera moins cher, la main-d'œuvre éventuelle aussi, l'intégration des notables dans une entreprise de pillage régional plus aisée. L'Etat laisse la situa-

tion se dégrader, veille à interdire toute entreprise municipale, organise le désert.

Or, le peuple, lui-même, ne peut rien.

L'absence de tout pouvoir politique réel, le manque d'organisme de prévision et de décision au niveau régional, l'obligation de s'en remettre à Paris interdisent aux autochtones de penser leur développement en termes de progrès.

Une région muselée

Les syndicats, engagés dans une problématique strictement nationale, prêtent peu d'attention à l'exploitation des richesses touristiques. Ils réclament des usines : ils ont raison ; et négligent d'établir une politique en matière touristique : ils ont tort. Quand l'heure viendra de l'exploitation capitaliste, ils se trouveront aussi démunis que les paysans qui, lorsque les hélicoptères de la démoustication les ennuient trop, lâchent deux coups de fusils...

Les partis sont dans la même situation : l'exploitation des richesses touristiques au profit des régionaux leur paraît une utopie d'autonomistes. A « gauche » on rêve de tourisme social pendant que le capitalisme et l'Etat préparent leur grande offensive. Il faudra l'action du Comité Occitan d'Etudes et d'Action, puis nos colloques socialistes pour que la pensée commence à se dégeler.

Un peu tard. L'Etat est déjà passé à l'action. Sur le vide colonial qu'il a établi, tout est désormais possible. □



D.R.

Un piège à sous de dimensions européennes

1962. A Béziers on liquide Fouga (2.000 ouvriers). La fin de Decazeville annonce celle de tout le bassin minier cévenol. Le canal du Bas-Rhône doit apporter la prospérité à des paysans qui plantent des pommiers en attendant de devoir détruire leurs pommes. Le chômage gagne. A Carcassonne, Béziers, Agde, Montpellier, c'est la cascade des faillites...

Pendant ce temps des hommes d'affaires, travaillant directement pour Guichard, Pompidou, draguent la côte incognito... Tout terrain à vendre, vigne, sable, marais est acheté. Prix moyen : 1 à 2 F le m². 1.500 ha passent ainsi entre les mains du gouvernement. Le secret est bien gardé. Le gouvernement Pompidou a décidé d'agir.

Une opération soigneusement pensée

En façade on mettra la sollicitude de l'Etat à l'égard d'une région pauvre. En fait l'analyse de Pompidou et de son brain-trust est très simple.

1. Il s'agit de retenir en France, l'été, le maximum de Français et d'étrangers : la France a besoin de devises.

2. Le capitalisme a besoin de récupérer, par le biais des loisirs, l'argent versé sous forme de salaires. Cela suppose une organisation de type industriel de l'activité touristique. Le rôle des banques et des groupes financiers au niveau de la réalisation, puis de l'exploitation des complexes touristiques doit être primordial : l'exemple de la Costa-Brava le prouve.

3. Le développement économique de l'axe Seine-Rhin fait apparaître une immense clientèle virtuelle pour les fabricants de loisirs. Les cadres y sont nombreux, les ouvriers y sont, relativement à la zone coloniale méditerranéenne, bien payés. Et grâce à l'extension des congés et une mise en condition publicitaire permanente, tous ces gens ont faim de soleil, d'espace, de plaisance.

4. L'intervention secrète, puis publique de l'Etat permettra, en remettant aux trusts du terrain viabilisé à vil prix, la ruée des capitaux étrangers et la fixation des consommateurs.

5. L'intégration au processus en cours des conseils généraux et des notables doit permettre une opération politique non négligeable : le rapprochement, dans l'action et la compromission, des leaders sociaux-démocrates, S.F.I.O. et radicaux de la région.

6. L'annonce à grands renforts de publicité, d'une vaste « opération d'intérêt public » prometteuse d'emplois, d'expansion et de débouchés, a toutes les chances de créer la confusion au sein des organisations politiques et syndicales et de retarder l'explosion de colère latente dans toutes les classes sociales.

Tout est décidé de Paris

Quand est créée officiellement la Mission inter-ministérielle pour l'aménagement touristique du littoral Languedoc-Roussillon, l'essentiel de l'opération qui tendait à mettre hors-circuit les propriétaires locaux a été mené à bien.

Toutes les études, tous les plans sont faits par des cabinets parisiens. C'est par « Paris-Match » en 1964 que les Occitans prennent une vague connaissance du projet. On n'a pas plus songé à leur demander leur avis qu'on le fait pour les villes nouvelles. De toute façon, il est bien entendu que ce n'est pas pour eux qu'on construit l'usine à loisirs. Racine, le président de la Mission chargée de l'aménagement, déclare :

« L'aménagement fera appel à deux catégories d'emplois :

« Personnel non qualifié recruté pour la saison. Ils seront tenus par des personnes qui ne sont pas demandeurs d'emploi et trouveront ainsi le moyen d'améliorer leur niveau de vie.

« Personnel qualifié qui viendra soit des villes, soit des autres régions. »

Au total 2.500 emplois saisonniers et subalternes, quand les six stations

fonctionnent à plein, pour la main-d'œuvre régionale.

2.500 boys ?

Dans un pays où le petit agriculteur endetté, incapable de moderniser son exploitation, est réduit à l'état de felha, c'est bien 2.500 emplois de boys, de cireurs de chaussures et de femmes de salle que leur offre la Floride. Le mécontentement s'affirme.

En attendant, il y a bien sûr du travail dans la construction, dans la mesure où les entreprises de travaux, souvent extérieures à la région, embauchent du personnel sur place. Mais cela ne peut, de la bouche même de Racine, que permettre d'éponger la crise actuelle du bâtiment dans les villes.

Mais le petit négoce, qui, vaille que vaille, avait pris place dans les anciennes stations, est systématiquement rejeté des nouvelles. La ruée des « grandes surfaces » sur les villes-relais (Montlaur, Mammouth, Casino, etc.) et la migration saisonnière des boutiquiers de luxe parisiens sont désormais un fait acquis. Et l'approvisionnement de ces géants passe par de telles structures que même le jardinier, l'arboriculteur ou le vigneron ne risquent guère de voir leurs conditions de vente s'améliorer. Au mieux chaque coopérative vient brader son vin rosé sur la côte...

Sa Majesté Le Glaoui

Restent quelques « planques » à saisir par les cheveux. Les sociétés d'économie mixtes chargées de réaliser l'infrastructure et la viabilisation (avec l'argent des contribuables fourni par l'Etat et le département ; et à ce titre, l'indigène paie deux fois !) et de vendre le terrain loti, sont, certes, truffés de fonctionnaires ministériels, mais il y a quelques places pour un personnel local.

Alors, c'est la ruée. Le Glaoui, ici, ne s'appelle pas Pléven, comme en Bretagne. C'est un socialiste (sic). Il se nomme Jean Bène, il est sénateur,

président du Conseil général de l'Hérault, patron de fait de la S.F.I.O. régionale et sait placer ses hommes : mission, démoustication, ports, voirie, environnement, services techniques, tout est bon. Pams, Vals, Brousse pratiquent les mêmes méthodes, à Perpignan, Narbonne, Béziers.

Au service des trusts

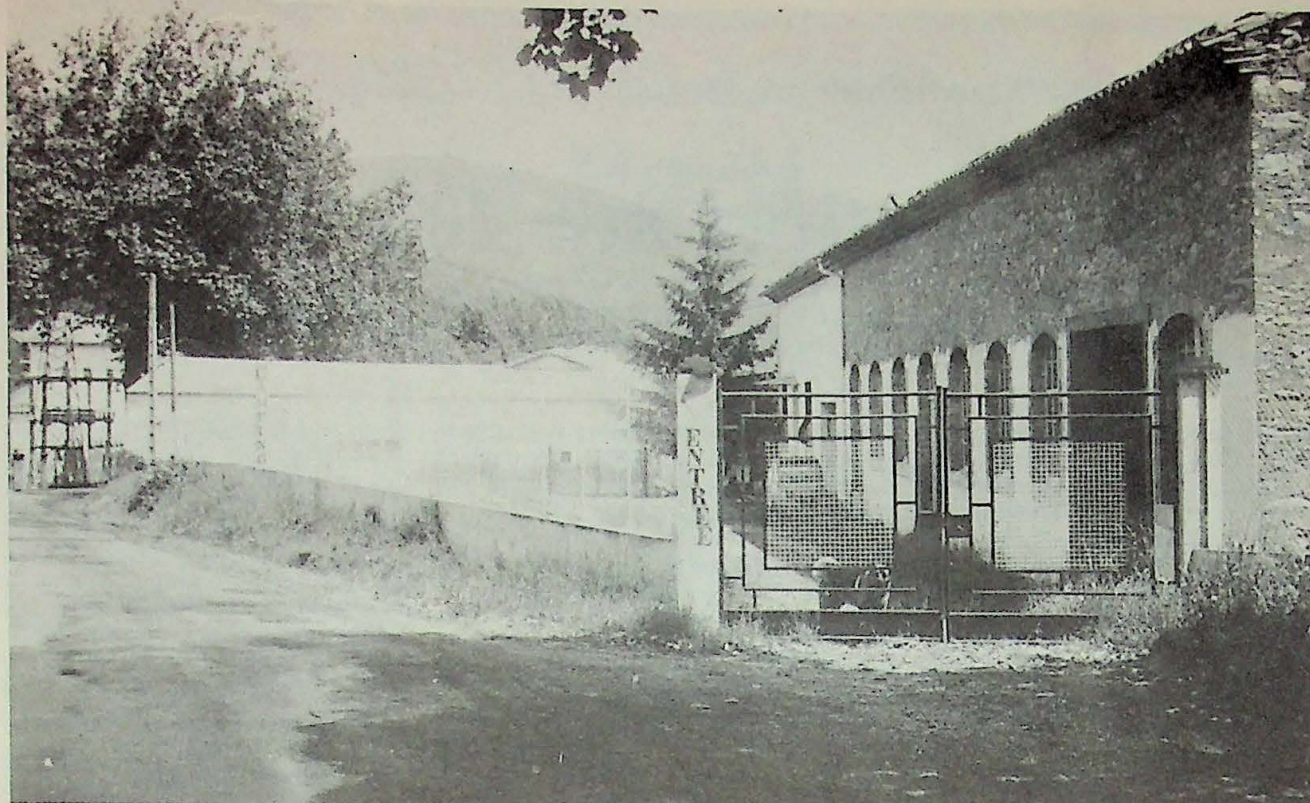
Ces terrains viabilisés sont revendus au prix coûtant. C'est ce que la mission appelle un « contrat de moralité foncière ». Mais revendus à qui ? Parfois, par petites parcelles aux constructeurs individuels : loin de la mer et cher. Le plus souvent par gros paquets, aux sociétés immobilières qui, elles, bâtiront, vendront, loueront appartements et villas : plus près et à des prix plus raisonnables à condition que l'on soit acquéreur d'ensembles très vastes.

C'est le cas de la Verband Deutscher Markt qui a pris d'un coup une option pour les 40.000 lits qu'on lui offrait. C'est le cas d'Anjou-Languedoc au Cap d'Agde. C'est surtout Rotschild, implanté sur 170 hectares à l'Espignette, en bordure de zone d'aménagement, libre de faire ce qu'il veut, comme il veut, au prix qu'il veut.

Pour les autres, une seule obligation : bâtir en temps voulu et selon les normes établies, de Paris, par Candilis, Balladur et compagnie. Après quoi on a le droit de revendre ce qu'on a bâti en toute liberté ! Avec une marge de 100 % sur les pyramides.

C'est le tour de passe-passe ; on n'a freiné la spéculation sur les terrains que dans la mesure où elle pouvait rapporter quelque chose aux Indigènes. On la laisse à nouveau galoper quand elle rapporte aux groupes financiers promoteurs. Une fois encore on a socialisé les pertes : les dépenses d'infrastructures ; et on a privatisé les bénéfices.

Le gouvernement français a bien mérité du capital : il a fourni au moindre prix la matière première aux trusts de l'industrie touristique. L'indigène n'a rien à dire, il a le droit de vote. □



D R

Ce dossier a été réalisé sous la responsabilité du collectif régional Languedoc-Roussillon du P.S.U.

Colonisés et exploités : le même ennemi

Le plus mal loti dans l'affaire c'est évidemment le colonisé. Mais, par bonheur pour le capital, le colonisé ne sait pas qu'il est colonisé. On lui a tellement dit que son pays est pauvre, que sans l'aide de l'Etat, tout le monde y crèverait de faim, que par lui-même, il est absolument incapable de le mettre en valeur ! Il a presque fini par le croire...

On saisit ses terres ? On y bâtit des usines à loisirs pour l'Europe industrielle ? On pratique des prix de vente et de location qui, littéralement, le mettent à la porte de la mer ? On préfère investir des milliards pour que d'autres viennent chez lui passer l'été plutôt que pour lui donner du travail, à lui toute l'année ? Quand il pêche à la Grande Motte on envoie les gendarmes verbaliser ? On met les bulldozers dans ses cabanes ? On lui interdit de camper autrement et ailleurs que dans les camps prévus pour ça et pour ratisser l'argent au bénéfice des riches ?

Et après ? Ça fait des années qu'on lui prend tout : le sel indispensable à la chimie et aux plastiques européens ; le vin qui part comme produit brut se faire baptiser Bourgogne ou Bordeaux ou plus simplement Nicolas, Préfontaine, Margnat, coupé d'Algérie ; la bauxite qu'on traite et usine ailleurs ; l'électricité ; les enfants dont on fait tous les fonctionnaires possibles quand ce n'est pas des C.R.S.

L'aliénation de la mer, du soleil, du sable ce n'est jamais que le dernier acte d'une colonisation qui aura pris cent ans pour s'accomplir. A Prémian, dans l'arrière-pays on a fait d'une usine un camping. C'est la voie d'avenir ! Des Cévennes on va faire un parc national. De Pisani à Mansholt c'est la même politique de peuplement minimum, de réserve de chômage.

Jusqu'où ira-t-on ? Jusqu'où les méridionaux toléreront-ils surtout qu'on aille ? Nulle part l'U.N.A.T.I., en France, n'a émis contestation plus radicale du capitalisme. Les paysans sont, certes, habilement manipulés par une bourgeoisie foncière que seule intéresse une politique des prix agricoles et jamais une politique de structures ; mais, parce qu'ils sont le dos

au mur, ils constituent sans aucun doute la seule masse de manœuvre révolutionnaire d'un pays qui entre Toulouse et Marseille, ne compte plus que des entreprises industrielles fragiles et de faible volume. Les ouvriers, qui ne trouvent aucune possibilité de se loger à la mer, pas plus dans les V.V.F. (1) que dans les stations, qui en été se sentent étrangers en leur propre pays, finiront-ils par poser la nécessité pour les collectivités locales de prévoir et d'organiser une implantation de tourisme populaire régional sur la côte ? La campagne du P.S.U. sur « notre cadre de vie livré au capitalisme » prend ici un nouvel aspect : celui du droit de tous à occuper l'espace consacré aux loisirs.

Réactions spontanées à la base

La mise en coupe réglée du littoral a provoqué des réactions. Dès 1967, le Comité occitan d'Etudes et d'Action diffusait des tracts sur les routes à l'usage des autochtones et des touristes. En 1968, c'étaient des paysans des Comités d'action de l'Aude qui liaient le sous-équipement agricole à l'énormité des investissements touristiques (400 millions de francs pour le V^e Plan apportés par l'Etat). Des affiches sorties en ateliers populaires proclamaient : « Pas d'eau, pas d'électricité à l'étable ? » Amène les vaches sur le littoral ! En 1969, c'étaient les paysans de Mauguio qui dénonçaient en Bène, S.F.I.O., président du Conseil général de l'Hérault, le liquidateur de la région au profit du Capital pendant qu'une intense campagne d'inscriptions couvrait la Grande-Motte et le Barcarès de slogans anticolonialistes. En 1970, les pêcheurs sont interdits de séjour dans le port de la Grande-Motte et on assiste au miracle de voir ces inorganisés par nature s'organiser en Comité de défense des usagers du littoral. Au même moment, les campeurs de l'Aude se forment en Comité pour le camping et le caravaning sauvages. Partout, c'est le même souci ; ne va-t-on pas aboutir à une telle privatisation du littoral que l'autochtone ne pourra plus comme c'est

le cas sur la Côte d'Azur, s'approcher de l'eau ? Ce n'est sûrement pas fini.

Le touriste : un exploité !

Mais le touriste lui-même échappet-il à l'exploitation ? Bien sûr, non ! La construction individuelle est un mythe. Ce qu'on appelle pavillon individuel à la Grande-Motte, au Barcarès, c'est une série de constructions pseudo-mauresques ou pseudo-provençales, au jardin grand comme un mouchoir de poche, toutes identiques, rigoureusement imbriquées, conçues pour l'empilage maximum, meublées en série style « Elle », bâties par le même promoteur, louées ou vendues par le même organisme. C'est le caravanning en dur, du nom même donné par le technicien, du collectif horizontal.

Voilà le producteur en caserne, dans un camp de concentration d'été qui prolonge le camp de concentration de l'hiver, grâce à un soleil et à une mise en condition publicitaire qui font tout avaler.

Le voilà exploité à la mesure exacte de l'argent dont il dispose. Tout est tarifié. Rien n'échappe à une organisation stricte du « plumage » : on laisse aux pauvres le temps de prendre goût au pays dans les campings plus ou moins sauvages qu'on ferme au fur et à mesure qu'avance la construction en dur et les campings de grand standing exploités par les étrangers.

Grâce au crédit, grâce à la publicité créatrice de besoins, c'est désormais toute l'année qu'on se paie ses vacances, par l'intermédiaire des mêmes groupes financiers qui contrôlent les secteurs productifs. La boucle de l'argent est bouclée sur le dos des cadres, des travailleurs.

Des compensations dérisoires

Exploité, certes, le touriste, mais avec des consolations. Celle d'être où on doit être au moment où on doit y être ; au bord de mer, en compa-

gnie de millions d'autres privilégiés par rapport à ceux qui ne partent pas.

Exploité, mais avec la satisfaction de trouver à deux pas de la mer plus pauvre que soi : l'indigène occitan et catalan, avec ces villages de l'intérieur aux femmes de 40 ans vêtues de noir, ces gosses qui traînent sur les places ou vendent des esquimaux sur les routes, ces paysans au travail, ce ciel pur où ne se traîne aucune fumée d'usine. Exotisme en France. Illusion de puissance. A cheval on domine le monde. Même si c'est pour une heure, et même si on a payé 10 F cette illusion. Et même si le cow boy qui vous guide, lycéen de Pézenas et fils d'ouvriers agricoles, ne gagne que de quoi manger au snack du Castellans tenu par les Salins du Midi.

Ce genre d'indigène, il est indispensable : ça fera des photos, des souvenirs, il est exactement le jeune garçon portugais d'« O Salto ». Folklorique. Pourquoi pas des vahinés, arlésiennes ou biterroises en costumes folkloriques, pour vous accueillir à l'aérodrome ?

Les Français ont fait la nouba 15 ans sur la Costa-Brava sans se soucier que la misère de l'Espagnol faisait le pied-à-terre de l'étranger, assurait ses vacances. En sera-t-il autrement avec les Occitans du Languedoc, les Catalans du Roussillon ? Rien n'est moins sûr. En régime socialiste même, quel avenir l'Etat nous réserverait-il ?

Aucune décolonisation sans la dignité retrouvée. Or, pour retrouver sa dignité l'homme du Languedoc a besoin de produire, de définir sa production, de l'organiser, d'en vivre. Sa colère devant les usines qui ferment, les villages qui se vident, les jeunes qui s'expatrient, son refus de devenir un simple serviteur pendant les loisirs des autres, autant de signes de l'autonomie régionale nécessaire et de l'appropriation socialiste de tous les biens que le P.S.U. a mis au premier rang de ses revendications. Il faut que la région puisse penser son devenir et qu'il lui soit permis, concrètement, pratiquement, de le faire. □

(1) Villages Vacances-Familiaux.

Tribune en vacances

Comme chaque année, **Tribune** va interrompre sa publication pour la période d'été. En effet, la raréfaction de l'information comme la baisse d'activité militante nous paraissent justifier cette absence provisoire. Ce numéro est donc le dernier que recevront nos lecteurs avant la réapparition au début de Septembre.

Stage Santé

Du samedi 6 au lundi 28 septembre, dans la région parisienne, destiné aux travailleurs de la Santé (employés hospitaliers, infirmiers...), élèves des professions paramédicales, étudiants en médecine, etc.

Le stage doit préparer la « rentrée active » dans le secteur santé, en particulier :

- Sécurité Sociale ;
- Réforme hospitalière ;
- Réforme des études médicales.

Les précisions seront apportées prochainement. Pour tous renseignements, écrire à : Coordonnement Santé, 81, rue Mademoiselle.

Rectificatif

La résolution sur le contrôle ouvrier, publiée dans notre dernier numéro, n'était pas, comme nous l'avons indiqué par erreur, le texte adopté par le Conseil National de Rouen. En fait, il s'agissait d'un premier projet soumis aux délibérations de la Commission et qui a été amendé par celle-ci. Il faut, en particulier, noter que la Commission a rétabli le fait que le contrôle ouvrier était un **axe de lutte** et non un simple mot d'ordre. Mais, pour l'essentiel, les amendements retenus ne modifiaient pas la substance de l'orientation.



Conseil national de Rouen

Résolution sur les élections municipales

Le P.S.U. ne peut aborder le problème des élections municipales qu'en le replaçant dans le cadre de sa stratégie générale.

1. L'action municipale n'est qu'une application de la stratégie générale du parti en particulier en ce qui concerne la place de l'action locale. Elle ne se justifie que si elle permet d'amplifier les luttes constantes qui sont menées dans les communes principalement à propos du « cadre de vie ».

Cette constatation implique que les équipes locales du P.S.U. qui aborderont la dimension municipale des luttes :

— auront déjà une existence réelle sur le terrain des luttes de masse dans la localité ;

— auront une option claire en ce qui concerne les bases sociales de leur action (une municipalité au service des travailleurs, liaison avec l'axe de lutte du « contrôle ouvrier ») ;

— seront en liaison constante avec les forces qui se manifestent sur le terrain des luttes sociales.

2. L'action municipale est d'abord gestionnaire et donc nécessairement ambiguë dans le cadre du système capitaliste. Les élus éventuels du P.S.U. ne peuvent refuser cet aspect gestionnaire d'une municipalité qui utilise au mieux et pour le service des travailleurs les possibilités de réalisation de plus en plus réduites qui sont laissées aux collectivités locales. Mais pour ne pas nous laisser intégrer par des tâches gestionnaires, notre souci majeur doit être de déborder sans cesse la simple gestion pour faire apparaître aux yeux de la population les limites de l'ac-

tion municipale. Une recherche de points de rupture doit être au centre de notre stratégie à l'intérieur des municipalités :

• **rupture par rapport à la mainmise du capitalisme sur la production du cadre de vie** autour de l'idée de l'impuissance croissante des collectivités locales en face de l'offensive spéculative et affairiste ;

• **rupture par rapport à la complicité entre l'Etat centralisé et l'offensive capitaliste** autour de la lutte contre la centralisation et contre tous les aspects de la tutelle (apolitisme municipal, fiscalité, faiblesse technique devant les rouages technocratiques de l'Etat) ;

• **rupture par rapport à la complicité possible du pouvoir municipal** « distributeur de la pénurie » et les puissances politiques et économiques qui déterminent le pouvoir réel.

• **dénonciation d'un système municipal** qui se contente de respecter les règles du jeu capitaliste et devient un simple rouage déconcentré de l'Etat.

• **rupture par rapport à la conception même du pouvoir municipal** tel qu'il est défini par la loi de 1884 ; c'est-à-dire refus de l'autoritarisme légal des Maires, de la décision occulte d'un petit groupe dirigeant de mini-notables, de l'impérialisme municipal vis-à-vis des associations locales, mais au contraire introduction de la population par tous les moyens et à tous les niveaux du débat municipal (circulation de l'information, bulletins municipaux et autres moyens pédagogiques, commissions extra-municipales, encouragements au pluralisme

des associations). Il faut faire des municipalités des centres de rassemblement de la population contre le pouvoir.

• **rupture par rapport au découpage géographique actuel des communes**, par la recherche d'une démocratie au niveau des quartiers et par la recherche des solidarités intercommunales.

3. Notre capacité de faire prévaloir une telle conception de l'action municipale replacée dans une stratégie générale, seuls ou en alliance est le seul critère de notre présence ou de notre absence de la bataille municipale. Chaque section, chaque fédération doit faire une analyse précise du rapport de forces local pour savoir si oui ou non il nous est possible de transformer aussi, au fond, la conception même du rôle des municipalités, dans une stratégie offensive vis-à-vis du pouvoir centralisé et de la mainmise du capitalisme sur le cadre de vie.

Ce débat au fond autour de l'idée « des municipalités pourquoi faire ? » des élus pourquoi faire ? doit être un préalable à toute perspective d'alliance aussi bien avec les forces politiques qu'avec les groupements locaux qui accepteraient de discuter dans une telle optique. L'accord sur une telle conception, marque aussi la seule limite des alliances.

Ce choix implique le refus de commencer de poser le problème de manière classique,

• soit par le biais des dosages entre des forces simplement coalisées dans une perspective électoraliste ;

• soit par le biais d'une discussion d'un programme-catalogue revendicatif plus ou

moins apolitique. Il ne s'agit pas seulement de savoir ce qu'on va réaliser ensemble. Il s'agit d'abord de savoir comment des forces politiques coalisées peuvent utiliser les municipalités comme un centre politique de lutte contre l'Etat bourgeois et contre le système capitaliste.

4. La difficulté de la présence socialiste et révolutionnaire sur ce terrain ambigu nécessite que des précautions soient prises afin d'éviter un nouvel enlèvement ;

• le choix de candidats politiquement formés et d'un militantisme assuré, capables de résister à la pression sclérosante et réformiste de la structure et du milieu et d'y défendre la stratégie par le parti ;

• l'instauration d'une liaison étroite avec les sections et les directions fédérales en vue d'animer, de soutenir et de contrôler le travail des élus ;

• l'instauration d'une autorité nationale chargée de faire respecter la discipline du parti, pour une cohérence totale de nos positions locales et en liaison avec les fédérations.

L'exploration des possibilités d'alliances sur les bases politiques ainsi définies est, de toute évidence, de niveau national, en ce qui concerne les villes de plus de 30.000 habitants. En particulier la délégation nationale qui rencontre le Parti Communiste doit étendre son champ d'exploration à ce domaine municipal et rapporter devant une instance nationale, en ce qui concerne la possibilité ou non de faire prévaloir notre conception auprès de nos éventuels partenaires.

Non à la nouvelle hausse

Jean-Louis Auduc

Le gouvernement prépare pour août une nouvelle hausse des tarifs des transports en commun parisiens, faisant suite à celle de juillet 1967 et février 1970 qui ont fait passer le ticket de métro de 0,37 F à 0,60 F puis de 0,60 F à 0,70 F.

A nouveau c'est donc aux travailleurs que le pouvoir veut faire payer son incurie dans le domaine des transports.

En février 1970, au moment de la première hausse, une campagne de riposte à l'initiative de différents groupes, et parmi ceux-ci au premier rang le P.S.U. et L.O. s'était organisée ; campagne qui avait débouché sur un meeting commun de riposte et sur la constitution dans les arrondissements de Paris et les localités de banlieue de comités d'usagers.

Campagne qui ne s'était pas contentée de poser le problème de la hausse, mais avait posé le problème d'ensemble des transports en commun :

Il est exact que ceux-ci sont en déficit. Mais les travailleurs ont-ils à assurer la rentabilité de ces transports ?

Les travailleurs ne passent pas très souvent trois heures à étouffer dans le métro dans

les conditions que chacun connaît « pour le plaisir ». C'est pour être conduit à leur lieu de travail — d'exploitation — dans leurs usines, leurs bureaux qu'ils les utilisent. Les transports profitent aux patrons et pourtant ils ne paient pas...

Que ce soit par des augmentations continues (la commission Josse du VI^e Plan prévoit une augmentation régulière

Souscription pour les locaux du Parti

DEPARTEMENTS		Nombre de réponses	DONS F	PRETS F	CAUTIONS F	BONS F	DEPARTEMENTS		Nombre de réponses	DONS F	PRETS F	CAUTIONS F	BONS F
01	AIN	13	1 290,00	1 300,00	1 200,00	140,00	69	RHONE	50	25 235,00	1 000,00	29 500,00	
02	AISNE	16	710,00	600,00	3 000,00		70	HAUTE-SAONE	3	200,00	100,00	1 000,00	
03	ALLIER	11	825,00	500,00	3 500,00		71	SAONE-ET-LOIRE	10	950,00	200,00	2 000,00	
04	BASSES-ALPES	6	1 300,00				72	SARTHE	12	885,00	1 200,00	2 300,00	20,00
05	HAUTES-ALPES	2	250,00				73	SAVOIE	20	3 570,00	2 500,00	3 500,00	
06	ALPES-MARITIMES	18	12 500,00	200,00	11 000,00		74	HAUTE-SAVOIE	11	703,00	1 090,00	1 000,00	
07	ARDECHE	10	1 140,00	400,00	2 300,00	60,00	76	HAUTE-NORMANDIE	34	1 470,00	4 600,00	13 600,00	
08	ARDENNES	3	210,00		100,00		77	SEINE-ET-MARNE	17	2 033,00		3 000,00	
09	ARIEGE	2	225,00		2 000,00		78	YVELINES	60	7 285,00	4 350,00	7 400,00	50,00
10	AUBE	4	370,00	1 000,00			79	DEUX-SEVRES	6	370,00			
11	AUDE	10	460,00				80	SOMME	33	4 275,00	8 000,00	7 000,00	
12	AVEYRON	7	550,00	200,00			81	TARN	3	450,00		1 000,00	
13	BOUCHES-DU-RHONE	20	1 770,00	200,00	5 000,00		82	TARN-ET-GARONNE	7	1 020,00		2 000,00	200,00
14	CALVADOS	23	710,00	4 600,00	5 000,00		83	VAR	11	1 630,00	100,00	2 500,00	
15	CANTAL	1	55,00				84	VAUCLUSE	8	960,00	100,00	5 000,00	
16	CHARENTE	2	300,00		1 100,00		85	VENDEE	8	1 730,00	13 400,00	2 000,00	
17	CHARENTE-MARITIME	19	4 605,00	1 100,00	3 500,00	50,00	86	Vienne	2	150,00		1 000,00	
18	CHER	10	830,00	1 100,00	2 100,00	100,00	87	HAUTE-VIENNE	1		2 000,00		
19	CORREZE	14	1 225,00	500,00	7 000,00		88	VOSGES	4	270,00	500,00	1 000,00	50,00
20	CORSE	3	205,00		200,00	50,00	89	YONNE	11	590,00			
21	COTE-D'OR	13	1 275,00		2 200,00		91	ESSONE	52	8 481,00	300,00	10 100,00	
22	COTES-DU-NORD	24	2 285,00	3 000,00	4 000,00		92	HAUTS-DE-SEINE	78	10 184,00	11 200,00	16 140,00	25,00
24	DORDOGNE	16	1 450,00	2 000,00	3 000,00		93	SEINE-ET-MARNE	79	4 715,00	1 800,00	12 350,00	50,00
25	DOUBS	19	1 885,00	1 535,00	1 500,00		94	VAL-DE-MARNE	59	1 440,00		26 500,00	
26	DROME	28	6 830,00	4 000,00	7 600,00		95	VAL-D'OISE	22	1 120,00	470,00	4 200,00	
27	EURE	3	250,00				75	PARIS					
28	EURE-ET-LOIR	10	200,00	100,00	4 000,00		1 ^{er} et 2 ^e arrondissements	6	1 180,00	3 100,00	1 500,00		
29	FINISTERE	19	3 615,00	3 030,00	5 000,00		3 ^e arrondissement	2	550,00	500,00	3 000,00		
30	GARD	21	865,00	1 100,00	6 000,00	100,00	4 ^e arrondissement	2	100,00				
31	HAUTE-GARONNE	33	5 180,00	3 500,00	9 000,00		5 ^e arrondissement	10	900,00	400,00	1 000,00		
32	GERS	2	400,00	1 000,00	2 000,00		6 ^e arrondissement	15	5 900,00		33 800,00	85,00	
33	GIRONDE	16	1 610,00	500,00	3 200,00	50,00	7 ^e arrondissement	6	1 005,00		3 000,00		
34	HERAULT	21	2 210,00	2 750,00	7 100,00		8 ^e arrondissement	5	250,00				
35	ILLE-ET-VILAINE	29	3 042,00	1 100,00	6 200,00		9 ^e arrondissement	2	170,00				
36	INDRE	6	705,00				10 ^e arrondissement	4	310,00	300,00			
37	INDRE-ET-LOIRE	24	665,00	1 000,00	1 300,00	20,00	11 ^e arrondissement	3	250,00				
38	ISERE	45	5 805,00	13 000,00	28 000,00	250,00	12 ^e arrondissement	13	825,00		1 000,00		
39	JURA	22	7 875,00	250,00	18 000,00	100,00	13 ^e arrondissement	20	1 460,00	3 100,00	750,00		
40	LANDES	1	10,00				14 ^e arrondissement	11	1 800,00	600,00	2 000,00		
41	LOIR-ET-CHER	5	675,00			45,00	15 ^e arrondissement	15	2 655,00		1 000,00		
42	LOIRE	28	2 015,00	1 200,00	3 000,00		16 ^e arrondissement	6	850,00		500,00		
43	HAUTE-LOIRE	2	20,00		2 000,00		17 ^e arrondissement	6	950,00				
44	LOIRE-ATLANTIQUE	32	3 435,00	4 200,00	16 000,00		18 ^e arrondissement	15	3 175,00	2 000,00	3 000,00	45,00	
45	LOIRET	11	1 110,00		2 000,00		19 ^e arrondissement	3	200,00		1 000,00		
46	LOT	4	400,00				20 ^e arrondissement	9	900,00	1 000,00	5 000,00		
47	LOT-ET-GARONNE	3	260,00		500,00		I.N.S.E.E.	2	300,00	1 800,00			
48	LOZERE	1	100,00		1 000,00		GAZ DE FRANCE	1	100,00				
49	MAINE-ET-LOIRE	12	880,00	600,00	760,00	100,00	P.T.T.	1	100,00				
50	MANCHE	16	1 105,00	100,00	2 500,00		SCIENCES PO.	3	1 090,00				
51	MARNE	13	1 170,00	600,00	2 000,00	20,00	E.S.U. NANCY	1	100,00	300,00			
52	HAUTE-MARNE	20	1 342,00	900,00	3 000,00		ETUDIANTS CLERMONT		50,00				
53	MAYENNE						SCIENCES ORSAY	1	150,00				
54	MEURTHE-ET-MOSELLE	31	2 070,00	1 000,00	5 000,00		SECTION MEDECINE	1	50,00				
55	MEUSE	3	400,00		1 000,00		ETUDIANTS DIVERS	5	130,00				
56	MORBIHAN	5	800,00	700,00	2 500,00		SECTION SORBONNE		300,00				
57	MOSELLE	38	2 975,00	1 300,00	2 000,00	50,00	GROUPE ETUD. RES. UNIV.	15	600,00				
58	NIEVRE	5	640,00		1 000,00		E.N.S.E.T.	15	1 609,00				
59	NORD	39	2 585,00	1 400,00	4 200,00	50,00	SECURITE SOCIALE	1	80,00				
60	OISE	13	985,00	1 100,00	2 000,00		ETRANGERS (+ 500 CFA1)	24	6 830,00	1 200,00	11 550,00	5 000,00	
61	ORNE	18	3 005,00				SECTION MENOUILLE		310,00				
62	PAS-DE-CALAIS	9	800,00		2 000,00	30,00	SECTION POLIGNY		350,00				
63	PUY-DE-DOME	28	2 725,00	2 000,00	5 000,00		FEDERATION VIENNE		150,00				
64	PYRENEES-ATLANTIQUES	9	800,00		500,00		GROUPE RENAULT BILLANC.		500,00				
65	HAUTES-PYRENEES	8	680,00		500,00		DIVERS	1	1 000,00			83,00	
66	PYRENEES-ORIENTALES	6	880,00				PARIS DIVERS	5	500,00				
67	BAS-RHIN	12	985,00	700,00	1 200,00	50,00							
68	HAUT-RHIN	9	660,00	200,00									
							Totaux	1757	225 634	132 775	559 350	6 873	

(?) de 10 % par an) ou par une double tarification pénalisant les habitants des communes de banlieue — quand on sait que l'urbanisme capitaliste vise sous prétexte de rénovation à exclure les travailleurs de Paris, on voit qui est visé — ce sont donc les travailleurs qui sont chargés de rentabiliser les transports.

Mais ceux-ci sont rentables, ils sont socialement rentables pour le capitalisme, pour sa production, pour la bonne mar-

che de ses entreprises ; c'est donc à lui d'en assurer le financement.

Dans la campagne qui redémarre face à la deuxième hausse prévue, ce n'est pas uniquement un contre-plan aux menées du pouvoir que nous devons mettre en avant, mais c'est avant tout montrer que les 40 heures hebdomadaires de transports, sont en fait du temps volé par les patrons, du temps perdu pour eux, et que les travailleurs n'ont pas à en

assurer le financement, d'où l'exigence de transports gratuits pour les travailleurs qui peut concrètement se traduire par la revendication d'une seule carte hebdomadaire S.N.C.F. R.A.T.P. payée par le patron.

Sur ces bases, les fédérations du P.S.U. de la région parisienne ont engagé la riposte : En engageant avec l'ensemble des forces politiques de gauche et les syndicats un processus d'unité d'action sur ce problème — tout en gardant la

possibilité d'action autonome — qui se traduit concrètement par la journée d'action du 7 juillet (distribution de tracts, prises de parole dans les métros) et par le rassemblement du 9 juillet à la Bourse du Travail.

— En soutenant les initiatives de la Fédération des Comités d'usagers des transports en commun de la région parisienne (*), nouvellement créée, fédération qui regroupe l'ensemble des Comités d'usagers formés après la campagne de

février et qui, après avoir appelé à soutenir l'initiative du 9 juillet, organisera le vendredi 17 juillet à 20 h. 45, à la Mutualité un meeting d'information où divers comités d'usagers expliqueront leurs expériences de luttes et traceront les perspectives de combats à la rentrée sur les problèmes des transports. □

(*) Fédération des Comités d'usagers des transports en commun de la région parisienne (F.C.U.T.C.R.P.), 94, rue Notre-Dame des Champs - Paris 6^e.

Japon

Pierre Gautier fait l'historique des luttes menées contre l'impérialisme américain. Il montre comment, peu à peu, les éléments les plus avancés ont été amenés à mettre en cause leur propre militarisme qui, dans une nouvelle situation, sert de relais à l'impérialisme.

Brésil

Rémy Grillault revient d'un long voyage au Brésil. Il livre ici ses premières notes.

Erythrée

Un nouveau front anti-impérialiste est ouvert en Erythrée. Jean-Yves Romo a enquêté sur les conditions dans lesquelles se mène sur place la guerre révolutionnaire.



A.F.P.

Japon

L'alliance des impérialismes

Pierre Gautier

Le 22 juin dernier, le traité de sécurité nippo-américain a été reconduit pour dix ans par le gouvernement réactionnaire de Sato. Signé en 1951, déjà reconduit en 1960, ce pacte sanctionne l'accord profond de coopération entre deux capitalismes et deux impérialismes. Et chaque reconduction a montré la puissance grandissante de l'impérialisme nippon qui, à chaque fois, acquiert un peu plus d'autonomie et élargit son aire d'influence.

A l'origine, le pacte de sécurité fut imposé au Japon par l'occupant américain qui avait besoin d'une base solide pour développer sa politique impérialiste en Asie, et qu'inquiétaient les progrès des guerres de libération nationale. L'agression américaine en Corée fut ainsi facilitée par la possession de bases logistiques au Japon, et la création par Mac-Arthur de la force d'autodéfense japonaise, pour lutter contre « agressions extérieures » et « subversion intérieure » (dite « agression indirecte ») permit d'envoyer le maximum de troupes U.S. dans la péninsule.

L'agression américaine en Corée, si elle donna un coup

de fouet au capitalisme nippon, déclencha la juste colère d'une grande partie du peuple japonais. Jusqu'en 1960, paysans, ouvriers et étudiants luttèrent contre l'occupation du territoire par l'armée américaine, agresseur des peuples frères. En 1960, date du premier renouvellement du pacte les forces progressistes manifestèrent massivement contre sa révision, qui faisait du Japon l'arrière-garde des U.S.A. pour leurs entreprises militaires dans tout l'Extrême-Orient. Mais des clivages sont alors apparus dans la gauche quant à la signification réelle du pacte. D'un côté les organisations traditionnelles, le parti communiste (P.C.J.), le parti socialiste (P.S.) et la centrale syndicale Sohyo inféodée au P.S., voulaient lutter contre le seul impérialisme américain, en déclenchant de grandes manifestations pacifiques et une grève générale. De l'autre, les plus conscients des éléments progressistes regroupés dans la nouvelle gauche voyaient dans la révision du pacte la manifestation de la renaissance de l'impérialisme et du militarisme japonais. D'avril à juin 1960, jeunes ouvriers de la Sohyo, paysans, étudiants de la Zeuquakuren (fédération des organi-

sations d'étudiants d'extrême gauche, dont les étudiants pro-P.C.J.) attaquèrent le gouvernement réactionnaire dans de larges actions de masse, affrontant violemment la police qui tua une jeune étudiante. Le 19 juin, le parlement complice qui avait adopté la révision en l'absence des députés socialistes et communistes, fut envahi par les manifestants qui refusèrent les mots d'ordre de dispersion donnés par le P.C. et le P.S.

L'année 1965 mit plus encore en lumière la collaboration active de l'impérialisme japonais à la politique américaine : signature d'un accord avec la Corée du Sud et soutien du gouvernement japonais à l'agression U.S. au Vietnam, pour laquelle le Japon était une base logistique essentielle. L'évidence était telle que le P.C.J. dut admettre la renaissance, dans l'ombre du Pentagone, du militarisme japonais. Lutter contre l'agression américaine au Vietnam, c'était lutter pour la libération d'Okinawa et contre le pacte de sécurité.

L'extension de la guerre du Vietnam eut pour effet de regrouper les forces anti-impérialistes qui refusaient la « mansuétude » dont le P.C.J. faisait preuve à l'égard de

luttés internationales

l'impérialisme japonais. En avril 1965 se constitua la Beheiren, mouvement progressiste qui servit de coordinateur aux luttes de la nouvelle gauche. Sur les mots d'ordre de « Paix au Vietnam » « Le Vietnam aux Vietnamiens » et « Gouvernement japonais complice » elle mettait en avant les liens entre les luttes contre l'agression au Vietnam, le pacte de sécurité et l'ordre capitaliste. En octobre 1967, à l'occasion du voyage de Sato à Saïgon, qui révélait clairement la collusion entre les impérialismes, la Beheiren montrait sa force en organisant de grandes manifestations indépendamment du P.C. et du P.S.

Dès 1968, la lutte contre le renouvellement du pacte de sécurité a été l'objection principale de lutte de toute la gauche. Mais en juin, le

des étudiants contre l'université capitaliste (grève et occupation de toutes les grandes universités pendant plus de six mois), la nouvelle gauche se mobilise dans la perspective de la lutte contre le pacte. Le 15 juin 1969, la Beheiren coordonne de grandes manifestations dans tout le pays, qui réunirent notamment plus de 100 000 personnes à Tokyo, en dehors du P.C. et du P.S. qui n'avaient pas participé à l'action. Trois groupes ont manifesté de façon autonome mais coordonnée : étudiants de la Zengakuren (sauf le Minsel affilié au P.C.) jeunes ouvriers de la Sohyo et organisations de masse progressistes (Beheiren, organisations féminines, mouvements paysans).

Cependant la répression féroce dans l'université, l'emprisonnement des leaders

sue de la rencontre, constituait, dix mois avant la date officielle, le renouvellement et la révision du pacte de sécurité. En échange d'un soutien ouvert à la politique d'agression américaine, l'impérialisme nippon acquérait plus d'autonomie. La promesse de libération d'Okinawa en 1972 va de pair avec l'accroissement énorme des crédits militaires du Japon. Le pacte de sécurité nippo-américain devient un pacte asiatique dans lequel le Japon prend le leadership des pays à la solde des U.S.A., avant de prendre la relève de l'impérialisme américain. Quand Nixon a fait envahir le Cambodge, c'est le gouvernement Sato qui fut l'animateur de la conférence de Djakarta qui réunissait les dirigeants asiatiques réactionnaires soutenant l'agression.



P.C.J. refuse de participer aux manifestations commémorant la mort en 1960 d'une étudiante.

Quant au P.S., pris dans le dilemme de rester en liaison avec les masses tout en rassurant la puissante Sohyo qui le finance et prône des actions pacifiques, il se cantonne dans un attentisme de fait. Durant l'année 1968, en même temps que se développent les luttes

(13 000 arrestations en 1969 dont 3 300 maintenues), la reprise en main par la Sohyo de ses éléments les plus radicaux et la stérilité idéologique des progressistes de la Beheiren ont considérablement affaibli le mouvement. La rencontre Sato-Nixon à Washington sur la question d'Okinawa en octobre 1969 n'a pu être empêchée par les opposants anti-impérialistes. La déclaration commune is-

De même que les peuples chinois et coréens au mois d'avril, les pays progressistes d'Asie ne s'y sont pas trompés et, en dénonçant la conférence de Djakarta, ils dénonçaient en même temps la collusion américano-japonaise. L'impérialisme américain compte exercer de plus en plus sa domination par Japon interposé. Dès lors la reconduction du pacte le 22 juin n'était plus qu'une formalité, et les forces japonaises progressistes affaiblies n'ont pu l'empêcher.

Aujourd'hui le capitalisme nippon a besoin de l'Asie tout entière pour s'enrichir. La renaissance du militarisme japonais accentue la menace. Les nations progressistes et le peuple japonais continueront à lutter contre l'ennemi commun, l'impérialisme, qu'il soit américain ou japonais. □

Nouvelles brochures

Après : « Introduction au Marxisme » et « Initiation à l'Economie, Le Capitalisme », la commission Formation du Rhône vient de faire paraître « Le Gauchisme, l'analyse de Lénine ».

Les commandes sont à adresser à J.-M. Jarrige, 39, rue St-Romain, 69-Lyon (7^e), au prix de 17 F les dix.

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Bely, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descollonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette
Claude Picart

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements
6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil
141, boulevard de Sébastopol
PARIS (2^e) - Tél. : 236-61-84
Com. Parit. n° 37.392

Le présent numéro est tiré
29.000 exemplaires

S.A. Imprimerie Editions Morlamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
.....
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître :

N° 14-15 - Histoire des groupes trotskystes.

Le numéro : 2,00 F

Numéros disponibles :

N° 6 - Le sens de la crise tchécoslovaque.

N° 8-9 - Histoire du P.S.U.

N° 10-11 - Histoire du P.C.F.

N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65
Paris.

Brésil

Rio - Carnaval et Copacabana

De notre envoyé spécial, Rémy Grillault

Rio de Janeiro chante et danse sa joie de vivre et célèbre avec éclat la victoire. A Copacabana, l'accueil délirant réservé par les Brésiliens à leur équipe, championne du monde, de football, a fait plus de quatre-vingts victimes.

L'argent gagné péniblement dans les usines de Sao Paulo, les fazendas du Rio Grande do Sul, se métamorphose en visons et en Cadillac.

A quelques centaines de mètres à vol d'oiseau, les favelles où habitent 40 % des habitants de Rio. Ici, il n'y a pas d'eau, encore moins de gaz et d'électricité, et quand Rio ruisselle de lumière, c'est à la bougie que les « nègres » des favelles s'endorment.

Ordre et progrès

Sur les drapeaux vert et or du Brésil, la devise d'Auguste Comte : « Ordre et Progrès » : c'est-à-dire l'ordre avant tout, les milliardaires à Copacabana, les militaires au pouvoir, les « nègres » et les prolétaires dans leurs favelles et l'opposition en prison. Comme me disait un journaliste du très conservateur *Jornal do Brasil*, « Les militaires ont pris le pouvoir avec la bénédiction des technocrates, ces derniers ayant enfin l'occasion de prouver dans la pratique le bien-fondé de leurs théories ». En mars 1964, Goulart a été balayé par la conjuration des grands propriétaires rendus enragés par un timide projet de réforme agraire, de la droite parlementaire menée par Lacerda et de l'armée ; mais au lieu de jouer les arbitres comme naguère, cette dernière exerce le pouvoir modérateur.

Au 40, rue Le Relacão, « black and white » les sinistres Chevrolet de la D.O.P.S. (Division de l'ordre politique et social — gestapo locale) stationnent devant le siège de la police. C'est le plus gros fournisseur de la morgue, qui se trouve juste en face.

En 1969, 71 banques attaquées, 5 millions de nos francs récupérés, échange de l'ambassadeur U.S. contre 15 prisonniers politiques, attaques de casernes, etc. En 1970, échange du consul du Japon

à Sao Paulo contre 5 prisonniers politiques, enlèvement de l'ambassadeur d'Allemagne fédérale à Rio, libéré après le départ pour Alger d'une vingtaine de prisonniers politiques.

Les bourgeois de Sainte-Thérèse, ceux qui ont un avion pour lever les filles ou pour aller chasser l'Indien en Amazonie, la douzaine de maîtres de Sao Paulo (Assis de Chateaubriand : 28 quotidiens, 5 hebdomadaires, 25 stations radio et T.V. ; Mata-razzo : 300 usines, 30.000 ouvriers, 30 milliards), les 900.000 autres personnes qui monopolisent 25 % du revenu national, ne rient plus des « rêveurs guévaristes et des têtes brûlées ». Partout la chasse aux subversifs est ouverte, menée par les militaires, les policiers, les escadrons de la mort et les commandos de chasse aux communistes.

A Recife, la peur de la population est visible partout. Je dîne avec un étudiant, militant catholique, chez son frère. « Ne parlons pas de politique devant mon frère ! ». Quelques instants plus tard, en tête-à-tête : « La police a assassiné le Père Pereira Neto en mai dernier pour isoler Helder Camara en faisant peur à la population et cela a réussi. Les associations catholiques ont disparu et nous sommes seuls. »

— Existe-t-il au Brésil un courant nationaliste militaire similaire à ceux du Pérou et de Bolivie ?

— « Un tel courant existe et se personnalise dans le général Albuquerque Lima, qui a fait de la lutte contre la pénétration américaine en Amazonie, son cheval de bataille, mais il est peu suivi actuellement. »

Ce général Lima, ex-ministre de l'Intérieur, est un ultra répressif sur le plan intérieur et avec ses partisans il a tout fait pour s'opposer à l'échange de l'ambassadeur U.S. Burke Elbrick contre 15 prisonniers politiques.

Derrière Brasilia.

Brésil, bâtisseur de villes, constructeur de voitures...

manifestations apparentes de l'essor brésilien. Mais 10 millions de Brésiliens ne connaissent pas l'usage des chaussures. A Recife, la moitié des autopsies sont faites sur des morts de faim, et à Natal, 553 enfants sur 1.000 meurent avant un an. Rio et Sao Paulo sont dotés de musées d'art moderne remarquables, mais 70 % des adultes sont incapables de lire l'article 26 de la Déclaration des Droits de l'Homme qui proclame le droit de toute personne à l'éducation.

« Le devoir de tout chrétien est d'être révolutionnaire » (Camillo Torres).

A Rio, au siège de la Conférence nationale des évêques du Brésil, je m'entretiens quelques instants avec l'évêque de Recife, Dom Helder Camara, puis avec un groupe de prêtres.

Père Henrique : Camara fait un peu trop de cinéma. C'est un politicien. D'autres évêques parlent moins et agissent plus, comme Mgr Da Cunha Vasconcelles, archevêque de Ribeiro-Preto, qui a excommunié le chef de la police de sa ville.

Père Felipe : Tout ce que dit Camara porte beaucoup.

Père De Banos : Mgr Camara n'est pas du tout un extrémiste. C'est un humaniste qui prêche surtout la non-violence. Il est très prudent...

L'Eglise dans son ensemble soutient la dictature et à l'extrême limite renvoie tout le monde dos à dos, tortionnaires et torturés. « ... Il y a des deux côtés des groupes qui ont intérêt à maintenir un climat de tension et de conflit. » (Mgr Avelar Brandao Vilela, président du Conseil épiscopal latino-américain.)

Les militaires ont acheté l'Eglise en accordant des facilités financières aux universités catholiques. La hiérarchie a retiré son appui moral et financier à la Jeunesse Universitaire Catholique et à l'Action Catholique Ouvrière et à la J.O.C. Les militaires, qui ont basé leur théorie des relations internationales sur la seule lutte entre christianisme et communisme, ont

besoin du silence complice de l'Eglise.

« La division actuelle de l'Eglise est grave. Elle vient de la distance toujours plus grande entre les déclarations d'intentions et les comportements réels. Les quelques chrétiens engagés pleinement dans la révolution sont rejetés par la majorité de l'Eglise... L'ensemble de l'Eglise saura-t-il ouvrir les yeux suffisamment tôt, avant que soient assassinés d'autres hommes ? » s'interrogeait le Père Antoine dans *le Monde* du 4 janvier.

Et jusqu'au très prudent Henri Fesquet, employé aux écritures saintes du *Monde* qui constatait : « ... complice des pouvoirs établis, l'Eglise est en état de péché mortel ». Mais où le péché ne va-t-il pas se nicher puisque Paul VI lui-même déclarait à Medellin en août 1968 :

« Nous devons réaffirmer que la violence n'est pas évangélique... Des changements brusques de structures seraient inefficaces. » Amen !

Capitale de la douleur. Ralentir. Tortures !

Rédacteur du *Jornal do Brasil* : « J'ai un camarade de régiment, commissaire de la D.O.P.S., bon père de famille. Je lui ait parlé de la torture.

« Tu comprends, lorsqu'on tient quelqu'un dont on est certain qu'il a commis des actes subversifs et qu'il nie l'évidence, on perd patience, c'est humain et puis on est pressé de rentrer chez soi. »

J'ai demandé à Irenée Guimaraes, correspondant du *Monde*, ce qu'il pensait de la guérilla.

« La mort de Marighella a porté un coup très dur à la guérilla. Les réseaux principaux, celui de Sao Paulo (300 arrestations) et de Rio, ont été démantelés. Les guérilleros agissent en Kamikazes toujours porteurs de cyanure au cas où... Les ex-militaires, responsables de la perfection technique des actions, veulent avant tout abattre le régime dictatorial, quitte à revenir à la démocratie parlementaire d'avant, alors que les guérilleros d'origine étudiante et ouvrière luttent pour établir une société de type castriste. Le travail des masses a été trop négligé, la guérilla se donnant des buts à court terme.

— Mais ces actions exemplaires ont-elles la possibilité de se prolonger au niveau du mouvement des masses ?

I.G. : « En milieu ouvrier, je ne pense pas. L'industrie concentrée dans le triangle Sao Paulo-Horizonte emploie des ouvriers originaires du Nordeste. Ils arrivent en camion, sans rien et au bout de quelques années, ils ont leur petite maison avec frigo et télé. Ils ne sont pas prêts à perdre cela. La prise de conscience s'est faite dans le bas clergé, les étudiants et les paysans du Nordeste. Cette paysannerie a derrière elle une longue tradition de luttes. Dans toute l'Amérique latine, le Nordeste fut l'une

critique socialiste

Au sommaire du n° 2

Antonio Gramsci : « La conquête de l'Etat ».

Jean-Gérard Sender : « Sur la hiérarchie des salaires ».

Pino Ferraris : « Notes sur l'automne chaud en Italie ».

Christian Leucate : « L'Humanité rouge et le front uni ».

Serge Mallet : Contrôle ouvrier, parti et syndicat II.

Le numéro sort ces jours-ci. Les sections et les fédérations sont invitées à le commander à l'administration (au prix de 4,50 F par commande minimum de 10 exemplaires, au prix de 4 F pour les commandes supérieures à 50 exemplaires).

Prix au numéro : 5 F

Abonnement (6 num.) 24 F - Etranger : 32 F

C.C.P. Editions Syros Paris 19.706.28

54, boulevard Garibaldi

des régions où les résultats de la réforme agraire cubaine furent discutés avec le plus d'intérêt. Dans cette contrée, les travailleurs agricoles ont commencé à s'organiser dès 1948 en « ligues paysannes » qui en 1963 groupaient 500.000 adhérents sous la direction de l'avocat Francisco Julião.

— *Et le Parti Communiste Brésilien ?*

I.G. : « Je ne sais pas s'il est nécessaire d'en parler tant il est inexistant. Le P.C.B. a été pris de vitesse par l'accélération historique due à la révolution cubaine et en est resté au dogme « d'une étape démocratique obtenue grâce à l'alliance de la classe ouvrière et de la bourgeoisie nationale ». Ce qui l'a amené à soutenir la tentative de regroupement réformiste du « Front élargi » de Goulard, Kubitschek et de Lacerda ».

Le « Chevalier de l'espé-

rance » Luis Carlos Prestes est devenu aujourd'hui le héros d'une vieille légende. Très révélatrice est l'interview de Oscar Niemeyer, parue dans le *Nouvel Observateur* du 16 février : « ... Je suis communiste mais je suis aussi Brésilien... L'exil n'est pas une solution. Notre première tâche c'est de dénoncer l'impérialisme américain... »

Alors que les communistes peuvent vaquer librement, les opposants réels sont poursuivis et liquidés.

— *Comment ressentez-vous la censure ?*

I.G. : « Il n'y a aucun texte, c'est l'arbitraire absolu, chaque arme ayant sa commission de censure sans oublier la D.O.P.S. Le pire, c'est la censure professionnelle. Nous sommes un grand nombre de journalistes dont les journaux refusent toute collaboration et si je ne suis pas encore vidé de l'A.F.P.,

c'est grâce à l'appui du syndicat à Paris. »

Luis Edgard de Andrade, recevant en décembre le Prix Esso (équivalent du Prix Pulitzer), créa « un regrettable incident » en racontant devant 400 invités comment il avait été torturé. « Même si je vis cent ans, je n'oublierai jamais les cris que j'ai poussés sous la torture et ceux que j'ai entendus, la nuit du 14 août 1969, dans une prison brésilienne. »

Le ministre de l'Injustice, Alfredo Buzaid, a tenté de sévir avec une extrême rigueur contre les publications pornographiques, car « le communisme international essaie de détruire les valeurs morales en utilisant ce genre de publications ».

« *Il faut oser lutter et oser vaincre* »

Les cadavres n'ont pas réus-

si à imposer la peur et le silence à l'avant-garde brésilienne qui, reprenant à son compte la phrase de Vargas : « Ce peuple ne sera plus l'esclave de quiconque », a obligé le régime à se mettre sur la défensive. C'est dans le sens d'une répression de plus en plus féroce que s'orientent ceux dont le seul programme est la défense des privilèges des oligarchies, car ils savent que les plus modestes brèches dans le système emporteraient le système lui-même. La bourgeoisie confie ses militaires aux Américains pour leur apprendre à tirer sur le peuple brésilien, elle pourrait bien pleurer un jour l'assassinat de ses enfants.

Comme le déclaraient les révolutionnaires dans leur manifeste remis aux journaux lors de l'enlèvement de l'ambassadeur U.S. : « Le peuple brésilien ne s'arrêtera pas et

fera à tout moment peser sur les militaires le poids de sa lutte. Nous savons qu'il s'agit d'une lutte sans trêve, d'une lutte longue et dure... »

Espérons que l'avant-garde brésilienne réussira à entraîner les masses et mènera à terme la lutte révolutionnaire. Plus que partout ailleurs dans l'Amérique latine, le terrain est favorable. La dictature militaire n'est pas populaire. Les étudiants, les intellectuels, les employés de bureau, une forte majorité de l'Eglise, sont restés en opposition irréductible avec le régime. Nous avons un rôle à jouer car la forme la plus avancée de solidarité entre les peuples, c'est le renforcement de tous les fronts de lutte contre la bourgeoisie et l'impérialisme, la social-démocratie et le socialisme bureaucratique. □

Erythrée

Une lutte difficile

Jean-Yves Romo

Situé au nord de l'Éthiopie, au sud du Soudan, cet Etat de 119.000 km² et de 3 millions d'habitants, constitue pour l'Afrique orientale un débouché stratégique sur la mer Rouge non négligeable. Conquis en 1890 par les Italiens, englobé de 1937 à 1942 dans l'Afrique orientale italienne, il fut, après la guerre, provisoirement administré par l'Angleterre jusqu'en 1952 sous le contrôle de l'O.N.U. Etat essentiellement rural, dont la capitale est Asmara, il eut, le 15 octobre 1952, un gouvernement, en application de la résolution des Nations Unies et fut rattaché comme Etat fédéral à l'Éthiopie. Mais très vite, son autonomie fut contestée et abolie par les armées du régime autocratique et féodal d'Hailé Sélassié. Les Erythréens qui sont d'origine ethnique différente des Ethiopiens et qui parlent la langue tigrine et la langue arabe, se virent dès 1954 retirer le droit de parler leur langue. Malgré une occupation policière, du régime éthiopien, le peuple érythréen continua à défendre légalement son droit à exister auprès de l'O.N.U. et du parlement fédéral. Mais peu à peu colonisés et soumis à une sanglante répression, les Erythréens étaient intégrés le 14 novembre 1962 à l'em-

pire éthiopien par de basses manœuvres parlementaires

De la résistance zu front de libération

Le journal colonialiste éthiopien « L'Unité » qualifiait le 15 mai 1964, la révolution érythréenne comme étant l'action d'une petite poignée d'aventuriers conduits par Idriss Mohammad Adam. La répression avait avant 1960 permis de tuer beaucoup de défenseurs de l'indépendance de l'Erythrée. C'est en 1960, pour résister à l'oppression que se créa le Front de Libération de l'Erythrée. Essayant de se lier aux masses, il fut durant toute l'année 1960 l'animateur des luttes ouvrières, des manifestations contre le régime féodal. Obligé de passer dans la clandestinité, il commença la révolte armée le 1^{er} septembre 1961. Regroupement national révolutionnaire, le Front de Libération s'est fixé comme but l'indépendance totale de l'Erythrée. Disposant au départ de neuf fusils pour treize hommes, l'armée de libération s'est constituée entre 1961 et 1964 grâce à des attaques coordonnées contre l'armée éthiopienne. Implanté dans les campagnes, le Front contrôle aujourd'hui les deux tiers du pays.

Les luttes ont été menées dans des conditions particulièrement difficiles. L'ennemi éthiopien avait engagé d'énormes forces pour anéantir l'embryon de l'armée révolutionnaire. Mais grâce à un patient travail d'instruction politique, l'armée révolutionnaire réussit à s'implanter particulièrement dans les régions de Oum Hajar (à l'ouest du pays) et d'Assab (à Pest). Les paysans assumèrent très vite des missions de renseignement et de défense. Toutes les tentatives d'encerclement des noyaux armés échouèrent en 1962. Les maquisards, après avoir agi par actions de commandos (attentats contre le gouvernement fantoche mis en place par Hailé Sélassié, attaques de garnisons) purent mener le combat de front et constituer une armée entraînée aux techniques de la guérilla. Malgré la pratique de l'exécution d'otages, l'armée éthiopienne n'a cessé de reculer et elle est aujourd'hui obligée de se situer sur la défensive.

De la lutte nationale à la lutte démocratique

Sur la base de la Constitution de l'Erythrée, le Front de Libération mène une lutte démocratique anticolonialiste. Ce fut un des objectifs des tentatives de détournement d'avion par des mili-

tants révolutionnaires : faire connaître la lutte du peuple érythréen. La révolution érythréenne n'est ni un soulèvement islamique, ni un produit dérivé des manœuvres d'une grande puissance pour dominer le Moyen-Orient. Les pertes subies par le mouvement révolutionnaire ne lui ont pas permis de se faire connaître avant 1965 dans l'opinion internationale. Mais le soutien des progressistes arabes (surtout de la Syrie) se généralise. En 1967, le F.L.E. entra en contact avec la Chine, puis en 1969 avec Cuba. Soutenu par El Fath, la révolution érythréenne peut aujourd'hui compter sur l'aide efficace des peuples progressistes.

La lutte anti-impérialiste

Le peuple éthiopien continue à être soumis à un type particulièrement primitif de féodalisme. Tous les droits défendus par le F.L.E. sont un rêve lointain dans l'empire éthiopien. Une force progressiste, petite mais résolue, commence cependant à se dégager de la soi-disante gauche éthiopienne et soutient la lutte de l'Erythrée. En effet, le soulèvement érythréen fait partie de la lutte globale anti-impérialiste. Les Etats-Unis, qui ont néo-colonisé

l'empire éthiopien économiquement, politiquement et militairement, appuient l'annexion de l'Erythrée. Le peuple érythréen, qui lutte contre le colonialisme éthiopien, lutte contre la puissance des Etats-Unis. Une citation significative d'un article publié par « U.S. News and World Report » le prouve. « L'importance de la station Kagnaw (1) explique le fort engagement des Etats-Unis dans le maintien de la forteresse militaire d'Ethiopic... L'Ethiopic reçoit plus de la moitié de toute l'aide militaire nord-américaine aux nations du continent africain. »

Il faut également signaler qu'après le départ des Américains de la Libye, l'Éthiopie est devenue pour eux une base de repli fondamentale. La révolution érythréenne contre le régime féodal prend donc aujourd'hui un caractère nouveau : elle est une révolution anti-impérialiste. L'appui des masses érythréennes à cette juste lutte s'est généralisé sur cette base.

Les difficultés de la guérilla vont se trouver accrues avec l'arrivée des Américains. L'absence de cadres politiques risque de devenir cruelle. Notre soutien politique à cette lutte est donc plus que jamais nécessaire. □

(1) Base militaire U.S. située à Asmara.

Si votre itinéraire d'été emprunte les routes du Sud-Est et quelle que soit votre humeur : touristique, culturelle ou politique (rayez la mention inutile), n'hésitez pas à faire une halte à AVIGNON ; pendant ces semaines estivales et probablement caniculaires, la foire aux spectacles vous attend, votre espoir ne sera pas déçu, vous pourrez consommer, acheter, commander, admirer, contester, si le cœur vous en dit.

Loin de trouver notre contentement dans le culte de mythes passéistes, ne boudons pas non plus notre plaisir : que VILAR soit à jamais loué pour avoir en 1947 créé le Festival d'Avignon avec quelques hommes et femmes courageux, ainsi soit-il !

En 23 ans d'existence, l'été avignonnais a connu des « oh !... » et des « bâh... » ; mais il est évident que MAI 68, transposé quelques semaines plus tard et adapté au seul domaine politico-culturel à l'ombre surchauffée du Palais des Papes, a fait éclater les structures d'un festival qui semblait pour quelques-uns à tout jamais établi.

Sur la place de l'Horloge se déroulait enfin le vrai spectacle : d'un côté les C.R.S. et de l'autre le public jouaient leur rôle dans ce drame contemporain ; la mise en scène côté de l'ordre était réglée par une municipalité social-démocrate, un député U.N.R., tout neuf, un préfet aux ordres de Marcelin.

Avignon montrait son vrai visage, sa vraie vocation : la révolution n'y avait pas droit de cité. Avignon offrait sa paix, sa tranquillité. Avignon vendait du spectacle dans le cadre de longues soirées où l'on savourait enfin la fraîcheur, pas de la contestation ; ensuite on pouvait palabrer en sirotant sous les platanes, il n'était pas interdit de penser à Avignon, d'ailleurs tout y invitait, mais gentiment, entre gens de bonne compagnie. Malheur à ceux qui sous prétexte d'art et de liber-

té s'agitaient et insultaient les bonnes mœurs. On le leur fit bien voir : GELAS interdit, le LIVING THEATRE expulsé... Mais tout cela est encore du passé.

AVIGNON 69 : une profusion de choses à voir, à entendre ; le Festival éclate dans tous les domaines, les 24 heures d'une journée n'y suffisent vraiment pas. Pendant plus d'un mois le pire succède au meilleur, la médiocrité côtoie les ambitions surfaites. C'est le risque d'un jeu dont on voudrait ne pas comprendre les règles : le nombre de spectateurs n'a jamais été aussi important, les indices de fréquentation sont très satisfaisants, la contestation est inexistante, le commerce marche bien, de quoi se plaindrait-on du côté de la Mairie ?

En 1967, le solde net des liquidités dues au Festival a représenté 2.500.000 F, bénéfice « net » de l'économie locale, dont les hôteliers, restaurateurs et cafetiers sont les premiers bénéficiaires. Cela correspond à 6,3 % de leur chiffre d'affaires annuel. De plus, 936 emplois saisonniers sont créés du fait du Festival.

La position de chaque participant est de plus en plus ambiguë : refuser de « faire Avignon » c'est perdre une chance de montrer son travail dans un endroit encore très privilégié, c'est rater la rencontre avec les animateurs et les responsables culturels qui, sur place, achètent et programment pour la saison à venir. Avignon c'est toujours un label, être à Avignon pour les jeunes chefs de troupe, c'est encore une chance. Chance seulement faite d'espoir, les conditions matérielles que chacun accepte étant en elles-mêmes tout à fait insuffisantes pour ne pas dire scandaleuses, mais personne n'est dupe...

AVIGNON 70 se cherche, se survit, le programme mangé aux mites au fur et à mesure que se précisait le calendrier et que quelques spectacles étaient supprimés, leurs coproducteurs se défilant (O.R.

T.F. en tête...), le programme, donc, offre encore et néanmoins un grand choix : théâtre, cinéma, musique, chorégraphie, les journées sont bien remplies. A le survoler et même à écouter présenter les œuvres par leurs promoteurs, on se sent un peu héberlué par les orientations et les mobiles de chacun, c'est à qui essaiera d'expliquer notre époque par les voies les plus arbitraires, les plus détournées, et en fin de compte, craignons-le, les moins efficaces.

Pas un parmi ces metteurs en scène, débutants ou chevronnés, qui ne se mettent à l'abri d'un grand parapluie à base de mythe ou d'auteurs connus, de Pirandello à Minerve sans oublier Sartre — même problème pour le clou du Festival : l'EXPOSITION PICASSO, toute la joie que l'on puisse avoir à retrouver le grand maître avec ses dernières créations mises à part, il faut dire tout de même que pour le Festival le risque n'est pas grand à choisir un pareil débutant (sans s'apesantir ici sur le fait que l'on choisit Picasso justement l'année où il pactise avec l'Espagne franquiste). Il faut atteindre l'une des dernières rubriques du calendrier du Festival, celui du THEATRE POUR LES JEUNES SPECTATEURS, pour trouver des titres qui nous parlent enfin de notre époque : « CHEZ MOI, DANS MON QUARTIER... » et pas par des voies détournées « spectacle de recherche et d'improvisation », on croit rêver... Où est-ce qu'on se réveille enfin ? C'est aussi que peut-être les plus jeunes sont plus exigeants que les anciens et ne se contentent pas de mythes ou de transpositions vaseuses de l'antiquité ou de pseudo-divagations politico-sociologiques. L'espoir est là sans doute avec les jeunes.

L'esprit aussi soufflera à l'HOTEL DE CROCHANS avec l'humour : neuf grands dessinateurs humoristes : BALESTA, BONNOT, BOSC, DESCLOZEAUX, KERLEROUX, REISER,

PUIG ROSADO, GOURMELIN, ZABRANSKI exposeront leurs dessins. Une exposition vivifiante pour tous ceux qui pensent que l'HUMOUR est une arme de contestation (vous pourrez adhérer à la S.P.H. « Société Protectrice de l'Humour »). La S.P.H. organisera aussi des séances de cinéma avec des films de J.C. AVERTY, Pierre ETAIX, CHAVAL, TOPOR, BOSC, SINE, SEARLE, SAVIGNAC, ANDRE FRANÇOIS. Manifestations à suivre avec attention.

Et avec tout cela, Avignon demeure encore ce lieu privilégié de rencontre que nous signalions plus haut : débats, colloques, stages foisonnent et attirent de nombreuses personnes.

Qu'en pensent les gens d'Avignon ? Il paraît que ce n'est pas là le problème : Avignon est une plate-forme, un endroit idéal pour se faire entendre, et pas pour les Avignonnais, bien sûr. Il est vrai qu'ils ont toute l'année BENEDETTO à la Place des Carmes et GELAS ou CHENE NOIR. Avec un peu de chance, ils auront cette année BAPTISTE et son cirque ; et la M.J.C. ouvre ses portes au Festival, divers spectacles s'y donneront et à partir de là une tentative d'animation se poursuivra dans un quartier réellement populaire.

Et si tout cela ne les concerne pas, à force de ne pas avoir voulu les intéresser, ils auront toujours la possibilité d'aller à la piscine : GUY LUX s'y installera pour quelques jours (du 19 au 25 juillet) avec 300 personnes pour y organiser quelques jeux sans frontière ou autre interville à grand spectacle et aux frais de l'O.R. T.F.

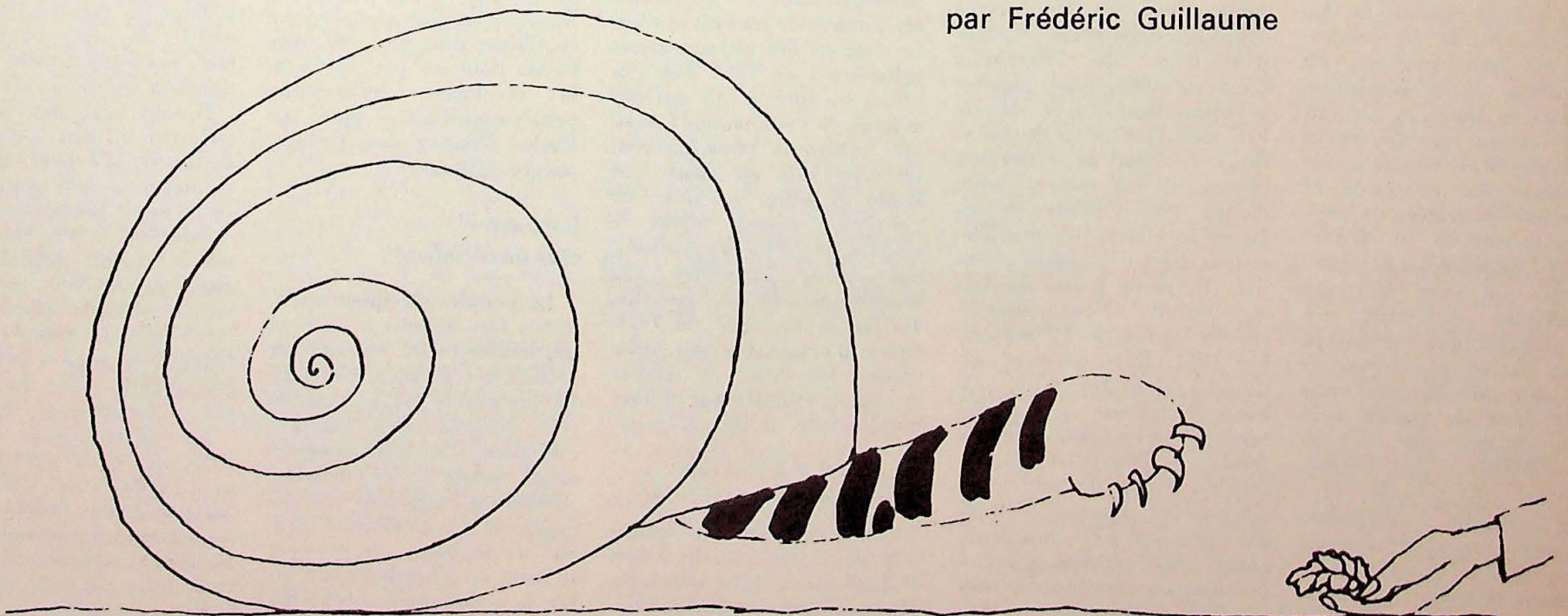
Ne vous l'avait-on pas laissé entendre qu'Avignon en été c'était la Foire ?

Pour tous renseignements sur le programme du Festival : Bureau du Festival : 84-AVIGNON - location par téléphone 81-45-50 et 51.

Sur la route des vacances, Avignon XXIV^e festival

du 11 juillet au 14 août 1970

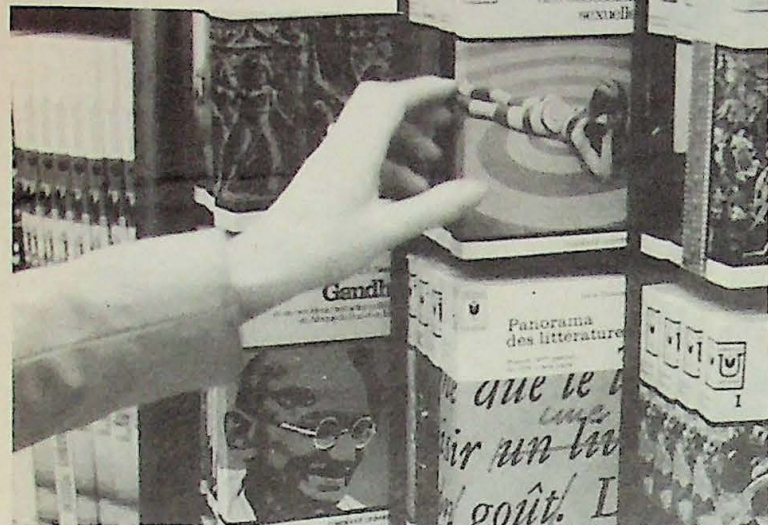
par Frédéric Guillaume



dessin de Desclozeaux



IVRES



Collombert

Les écrivains contre la Commune

Henry Beley

A lire l'ouvrage que Paul Lidsky a consacré aux réactions des écrivains de 1871 devant la première expérience de pouvoir prolétarien (1) on est tenté

d'imaginer des sujets de baccalauréat tels que celui-ci : A travers les jugements suivants sur les Communards, émis par des auteurs célèbres, démon-

trez que l'humanisme occidental et chrétien exprime un amour profond des hommes et expliquez pourquoi il implique, par suite, le maintien de l'Ordre et de la Paix sociale : « Nous ne dirons rien de leurs femelles par respect pour les femmes à qui elles ressemblent — quand elles sont mortes. » (A. Dumas fils). « Les misérables ! ce sont des loups enragés. » (H. Taine). « La frénésie d'abominables sectaires a détruit en un jour ce qui devait durer des siècles. » (Théophile Gautier). « Enfin, le gouvernement du crime et de la démence pourrit à l'heure qu'il est dans les champs d'exécution. » (Anatole France). « J'espère que la répression sera telle que rien ne bougera plus, et, pour mon compte, je désirerais qu'elle fût radicale. » (Lecomte de Lisle). « Enfin la saignée a été une saignée à blanc (...) c'est vingt ans de repos que l'ancienne société a devant elle, si le pouvoir ose tout ce qu'il peut oser en ce moment. » (E. de Goncourt). Etc., etc. (Zola, Flaubert, Baudelaire, George Sand, etc.).

Qu'elles étaient belles, et grandes, et généreuses, ces lumières de notre littérature ! Qu'ils étaient nobles, nos profonds moralistes !

Dans l'héroïque défense de Paris aussi bien que dans ses remarquables réalisations sociales (qui constituent autant de preuves qu'il est possible de fonder une société juste et digne, et que le socialisme n'est pas une chimère), ces esprits sublimes et raffinés n'auront vu que « bas-fonds », « pé-

gre », « canaille », « main de l'étranger » (« 50.000 étrangers », écrira Taine !). On voit que les « anarchistes allemands et autres « juifs allemands » ne datent pas d'aujourd'hui, ni la « pègre » chère au ministre Fouchet et à « l'Humanité-Dimanche » du 26 mai 1968. Tout y est déjà, y compris la thèse grotesque du « complot international ». Aussi Paul Lidsky s'est-il fait un plaisir de donner également en post-face quelques citations datant de mai-juin 1968. La ressemblance n'est pas troublante : pourquoi la bourgeoisie aurait-elle changé ? La source de son pouvoir se serait-elle tarie ? L'exploitation de l'homme par l'homme lui paraîtrait-elle aujourd'hui scandaleuse ? Quand elle a interdit cette année, de commémorer la Commune au Père-Lachaise, elle s'est ouvertement rattachée à ses vivantes traditions versaillaises. Et elle sait que nos traditions sont communardes. Et elle sait que nous le savons, et que nous savons qu'elle sait que nous savons...

Il faut lire « Les écrivains contre la Commune » et faire connaître ce livre partout, surtout aux lycéens auxquels notre système d'éducation « nationale » donne de la Commune une image délibérément déformée. Image mensongère qui correspond bien d'ailleurs au mensonge d'une Culture extérieure à la vie, détachée de la lutte des classes, intemporelle, figée, cadavérique, emprisonnée, tel un insecte dans le formol à l'intérieur de ces caveaux qu'on nomme « Maisons de la Culture ». Le livre de

Lidsky montre implicitement, à travers le sujet traité, que la lutte des classes, c'est aussi deux cultures qui s'affrontent : l'une fabriquée par quelques-uns à l'usage d'une humanité que les classes dominantes souhaitent passive, consentante, agenouillée, avalant goulûment les quelques grains d'avoine qu'on lui offre pour lui faire oublier le goût des orties ; l'autre, préfigurant une société où, selon l'expression de Lautréamont, « La poésie sera faite PAR tous », et non POUR tous... □

(1) « Les écrivains contre la Commune », Maspéro, 1970, 14,80 francs.

● **Vient de paraître :**
Compte rendu des Assises Nationales du P.S.U. sur l'enseignement.

En vente à : T.S., 54, Bd Garibaldi, Paris-15^e.

Le numéro : 3 F (à partir de 10 : 2 F).

TRES URGENT. — Militant PSU devant effectuer stage reconversion, cherche appartement ou préférence maison rurale ou indication permettant de le trouver, 2 à 3 pièces minimum dans un rayon de 20 km autour du Centre FPA de St-Brieuc-Languieux - 22, loyer modéré, peut effectuer travaux de remise en état si nécessaire. Ecrire à «T.S.» qui transmettra.

Dans notre courrier...

Un militant syndicaliste s'exprime

Dans Tribune du 4 juin dernier, Marie Juge et Aline Conan analysent les conséquences sur le personnel de la mise en place de l'électronique comme moyen de gestion des Chèques postaux de Nantes.

Analyse très judicieuse et constat malheureusement réel des conditions de travail des travailleuses qui fournissent les informations à l'ordinateur.

Il faut cependant remarquer que cet article passe sous silence les conditions de travail d'autres services des Chèques postaux et dénature le syndicalisme vécu par d'autres militantes.

Car il n'est pas facile de vivre le syndicalisme quand on est femme, quand on est dans un milieu de travail féminin et quand les patrons sont des hommes qui, de surcroît, sont autoritaires et « anti-syndicat » comme le Chef de Centre de Nantes. Et pourtant...

...Pourtant au mois de mai 1968, les travailleuses de Nan-

tes-chèques ont su occuper leurs lieux de travail même si cette occupation fut limitée. Pourtant par la grève de quatre lundis consécutifs en 1969 elles ont su arracher de nouveaux horaires de travail. Elles viennent de récidiver par deux samedis de grève pour l'obtention de la semaine en 5 jours.

Et ce sont de 60 % à 80 % de travailleuses conscientes de leurs conditions de travail qui ont cessé leurs activités, soutenues activement par les trois organisations C.F.D.T., C.G.T., F.O.

Le droit syndical ? c'est vrai il n'existe pas plus à l'électronique, que dans les autres services des chèques que dans la fonction publique en général.

Mais ce n'est pas seulement en pleurant son absence qu'on le verra miraculeusement apparaître. Il y a le droit syndical de fait : celui « gratté » quotidiennement par la volonté des militants sur un encadrement plus ou moins rétif. Il y a le droit syndical officiel : celui qui sera souligné par des textes qu'il faut arracher au pouvoir par l'action de masse.

Cette action de masse ne pourra être possible — aux Chèques postaux par exemple — que si une majorité de travailleurs est persuadée de sa nécessité pour conquérir de nouveaux pouvoirs. C'est l'un des premiers rôles du militant syndical.

Notre organisation, quant à elle, le veut de toute son énergie. Mais pour cela ce sont tous ses militants qui doivent être mobilisés. Mener un combat à l'aide d'article dans un journal est une chose — qui peut d'ailleurs apporter un certain confort moral —, s'accrocher journalièrement à la lutte ouvrière en s'associant directement aux travailleurs qui nous entourent pour une vraie libération, en est une autre — plus obscure sans doute —.

Le syndicalisme ne se démonte pas comme une mécanique, il se vit...

Pierre FREOUR

Halte aux violences

Je tiens à porter à votre connaissance les faits suivants :

Mardi soir, 30 juin, vers 21 heures, à Gennevilliers, je coliais avec deux autres camarades délégués C.F.D.T. (l'un de chez Rateau, la Courneuve, l'autre de chez Chaussou, Asnières), des tracts protestant contre la prochaine hausse des transports en commun, ainsi que des bandes de propagande C.F.D.T.

Notre collage n'était pas commencé depuis 10 minutes que nous fûmes agressés par un petit commando qui descendit d'une voiture. Nous les avons repoussés. Nous avons même agrippé l'un de nos agresseurs à qui nous avons expliqué fermement que nous pouvions nous aussi « cogner » si nous le voulions, mais que nous n'étions pas là pour ça, mais pour coller nos affiches.

Il partit, et nous pensions que les choses allaient en rester là. Or, quelques minutes plus tard, une bande de voyous encadrés par des J.C. arriva en courant. Ils étaient munis de « poings américains », de gourdins, de planches et de bouteilles préalablement cassées.

Pour nous, à partir de ce moment-là, il ne fut plus ques-

tion que d'échapper à leurs coups et à leurs jets de pierres. Il est à signaler d'ailleurs, que les pierres en question, si elles nous ont atteints, ont atteint plus souvent encore les voitures en stationnement.

En fin de compte, nous avons réussi à échapper à la fureur de ces voyous en nous réfugiant dans le dépôt d'autobus qui se trouve près de la place Voltaire à Asnières. Les camarades de la R.A.T.P. nous ont accueillis et protégés en menaçant nos poursuivants avec une lance d'incendie.

A la suite de cette agression, j'ai dû aller me faire soigner (à l'hôpital Bichat). J'ai eu le nez cassé par un coup de bouteille ; d'autre part j'ai reçu une pierre qui a entraîné une érosion de l'os frontal.

Je vous demande de faire connaître ces faits au maximum et de prendre position rapidement en les dénonçant de façon suffisamment vigoureuse pour qu'ils ne se reproduisent plus.

Recevez, chers camarades, mes salutations syndicalistes.

Daniel BENARD.

Les accords imparfaits

Jacques Ferlus

L'année sociale que les travailleurs attendaient depuis l'arrivée au pouvoir de MM. Pompidou et Chaban-Delmas vient, paraît-il, de se réaliser dans les tous derniers jours de juin. et les premiers de juillet. En moins d'une semaine en effet, le S.M.I.C. a été augmenté, la mensualisation a été décidée dans la métallurgie et le papier-carton, une indemnisation égale à 90 % du salaire concernant le congé-maternité a été approuvée, un important accord sur la formation professionnelle est en voie de signature.

Ainsi donc, pouvoir et patronat peuvent partir en vacances la conscience en paix. Les organisations syndicales ont enfin des résultats concrets à présenter aux travailleurs. Quant à ces derniers, on espère que les voilà calmés pour un peu de temps, pour celui de la rentrée particulièrement.

L'empressement des commentateurs de tous ordres à se réjouir de ces derniers événements devrait pourtant laisser planer le doute quant à leur réelle portée. Certes, il ne saurait être question de rejeter ces différents accords qui se traduisent par des avantages certains, et souvent importants, pour les travailleurs. Mais ces derniers ne doivent pas s'y méprendre : rien n'est changé pour le fond pour ce qui concerne leurs conditions de vie et d'exploitation.

Le nouveau S.M.I.C.

Sept cent cinquante mille salariés auront la joie de toucher quelques francs de plus au moment de la paie du mois de juillet. Les voici désormais payés à 3,50 F de l'heure, ce qui, sur une base de 40 heures par semaine, équivaut à un salaire mensuel de 600 à 700 F. Qu'ils se débrouillent pour vivre avec cette somme ! Mais, disent les bonnes âmes, il s'agit surtout des jeunes, des femmes et des immigrés... Et alors ? Il s'agit aussi de

250.000 travailleurs de l'agriculture qui, eux, ont souvent charge de famille.

Plutôt que de se réjouir un peu trop rapidement de la bonté du gouvernement, il vaudrait mieux se souvenir que le calcul de ce nouveau S.M.I.C. a été fait à partir des indices du mois d'avril dernier. La hausse des prix ayant été importante depuis, particulièrement en mai, les « smicards » ont pris du retard avant même de bénéficier de l'augmentation. Ils connaîtront donc les mêmes difficultés pour boucler leur mois. Il ne semble pas que l'on puisse rencontrer beaucoup de ces travailleurs sur les plages dans les semaines qui viennent.

Le congé-maternité

Toute travailleuse attendant de mettre au monde un enfant a droit à quatorze semaines de congé, jusqu'ici indemnisé à 50 % par la Sécurité sociale. Syndicats et patronat viennent de se mettre d'accord pour que les futures mères bénéficient d'une indemnisation égale à 90 % de leur salaire. Mais il faut attendre l'accord du gouvernement par une loi, car c'est la Sécurité sociale qui paye, c'est-à-dire les travailleurs.

Peut-être les patrons auraient-ils pu prendre à leur charge les 10 % qui restent. Il n'en est pas question. Si les femmes travaillent, c'est bien connu, c'est avant tout pour se distraire, parce qu'elles désirent participer à la vie économique — c'est écrit dans tous les journaux féminins — et non parce que le foyer manque d'argent. Voilà pourquoi, actuellement, au mépris de leur santé, nombre de jeunes mères reprennent le travail avant l'expiration des quatorze semaines de leur congé-maternité. Et cet état de choses risque de demeurer malgré une indemnisation à 100 %. Le véritable problème est

celui de la condition salariale des femmes et on préfère ne pas le poser.

La formation professionnelle

On en discutait depuis quatorze mois, et malgré cela le texte de l'accord ne satisfait pas tout le monde. Que patrons et syndicats s'attellent à essayer de résoudre un problème aussi important que celui de la formation, pourrait apparaître comme un trait positif. En fait, il s'agit surtout d'une démonstration d'intérêts et de perspectives contradictoires. On peut négocier des salaires, des congés, des conditions de travail, mais tout ce qui est qualitatif ne peut se résoudre complètement par le même procédé. Et qu'y a-t-il de plus qualitatif que la formation des individus ?

Que va-t-il se passer ? Les travailleurs pourront désormais prétendre à une formation professionnelle. Les entreprises participeront au financement de cette formation ; devront même la promouvoir plus particulièrement dans les cas de reconversion, de licenciements collectifs.

Qui va dispenser cette formation ? L'Etat ? Sûrement pas. Il y a tout un passage dans le texte de l'accord où patrons et salariés sont unanimes à dénoncer les carences de l'Education nationale. Ils relèvent notamment que le nombre des jeunes entrant au travail sans formation est de plus en plus important. Les cours privés sont également dénoncés. Il ne reste donc pratiquement que les organismes de formation qui dépendent du patronat et qui sont financés par lui. Les choses sont claires : la formation dispensée sera exclusivement celle décidée ou agréée par les patrons. Ceux-ci ont d'ailleurs rejeté la demande des syndicats qui désiraient participer aux conseils d'administration des organismes de formation.

Quel va donc être le rôle des représentants des travailleurs dans cette affaire ? A l'intérieur de l'entreprise, ils discuteront le bout de gras pour obtenir que le nombre des salariés bénéficiant des stages soit plus important, que le nombre d'heures le soit également, que l'indemnisation soit plus conséquente...

Au sein des organismes de formation, ils siègeront dans les conseils de perfectionnement où ils pourront discuter des programmes, de l'organisation et du déroulement de la formation. En fait, ils y feront la même chose qu'actuellement dans les C.E.T. où ils constatent le plus souvent l'inefficacité de leur participation.

Là encore le patron reste pour le moment le seul maître. Quoi qu'il en soit, l'application de cet accord permettra à des travailleurs d'acquérir des connaissances auxquelles ils n'auraient pu prétendre auparavant. Puisse-t-il leur permettre aussi de développer leur sens de la lutte ouvrière.

La mensualisation

Reste la mensualisation dans la métallurgie et le papier-carton. Près de deux millions de travailleurs sont concernés par cette réforme. La mensualisation est, en soi, une bonne chose. Il est, en effet, inadmissible qu'à notre époque des hommes soient encore payés à l'heure de travail fourni.

Mais, là encore, rien n'est changé dans les rapports salariés-patrons. De toute manière les travailleurs de la métallurgie ont une telle connaissance du combat ouvrier, qu'il n'y a pas de risque à les voir se laisser endormir par la conquête de ce nouvel avantage. M. Pompidou aime rappeler que la mensualisation figurait dans son programme électoral de 1969. Il oublie de préciser qu'elle y fut rajoutée en dernière minute sous la pression des sidérurgistes lorrains alors en grève. N'en déplaise au président, la mensualisation est une conquête ouvrière.

L'année qui vient de s'écouler a été particulièrement agitée par des conflits locaux d'une grande dureté. Les revendications des travailleurs étaient, dans presque tous les cas, une dénonciation du pouvoir patronal et du capital. Les batailles se sont déroulées sur des choses aussi précises et aussi simples que les cadences trop rapides, les conditions inhumaines, l'exploitation, les procédés dictatoriaux du patronat, la répression anti-ouvrière, les salaires misérables...

Gouvernement et patronat répondent avec les accords présentés ici et qui ne correspondent pas à l'attente de ceux qui se sont battus. Ces accords ne seraient-ils donc que des somnifères ?

Editions du P.S.U.

LE CONTROLE OUVRIER

Prix pour 10 exemplaires : 10 F

En vente : Librairie « T.S. », 54, boulevard Garibaldi, PARIS (15^e)

C.C.P. 58-26-65 PARIS